

INDUSTRIE

INTERVIEW PIAGET

hebdomadaire d'action communiste



EUROPE:
LES TRAVAILLEURS
SONNENT
LE TOCSIN!

UNE SEULE SOLUTION A LA CRISE

L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

La crise économique n'en est qu'à ses prémices. Mais déjà elle divise la bourgeoisie européenne face aux appétits des USA sur le nouveau marché mondial de l'énergie. Sans pudeur le français Jobert et l'allemand Schmidt déchirent en public leur accord de Bruxelles et se mettent à comparer l'épaisseur de leur bedaine respective devant Kissinger compatissant. « Mr. Schmidt a dit qu'il ne fallait pas que chacun cherche à sauver sa peau... mais on n'a pas tous la même peau. Certains l'ont tendue et luisante, d'autres l'ont mince et s'inquiètent de la nourriture de demain ».

Si les luttes entre les bourgeoisies nationales sont si vives, ce n'est pas tant qu'elles craignent une crise de surproduction style 1929, mais parce qu'elles savent qu'elles devront faire payer leur note respective par leur classe ouvrière. Or celle-ci après mai 68, après le mai rampant italien, après la grève des mineurs anglais de 72, après les grèves semi-insurrectionnelles d'Espagne, ne sont pas prêtes à trinquer sans broncher. Chaque bourgeoisie est donc en même temps consciente que si elle plonge un de ses partenaires dans la grève générale, elle en paiera les conséquences en retour. Le jeu est serré.

Or pour la première fois dans l'histoire, les classes ouvrières d'Angleterre, d'Italie, d'Espagne, de France rejointes aujourd'hui par les travailleurs allemands, marchent dans un front serré vers la révolution. A l'heure où les bourgeoisies européennes poussées par la logique du profit immédiat s'avèrent incapables à la fois de s'unir entre elles et de maîtriser un tant soit peu la politique des trusts multinationaux, les luttes conjointes des mineurs anglais, des fonctionnaires allemands, des métallos italiens montrent que la solution ouvrière à la crise passe non par le repli national proposé par le PC d'Europe, mais au contraire par la construction de l'Europe des travailleurs sur les ruines de l'Europe des trusts.

S'il faut souligner l'importance historique de la convergence des luttes du prolétariat européen, il convient néanmoins d'attirer l'attention sur les différences de rythmes d'un pays à l'autre et les dangers qui en découlent.

Le prolétariat italien va se lancer à nouveau vers le pouvoir sans perspective politique pendant que se renforce une aile fascisante de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat, le vin risque de tourner au vinaigre. Si les bruits de coup d'état qui ont déferlé en Italie ne sont pas sérieux pour aujourd'hui, ils doivent être pris au sérieux pour demain.

Au contraire la classe ouvrière française munie de la perspective politique réformatrice de l'Union de la Gauche, encaisse les coups depuis 2 mois sans riposte centrale. Seguy avait fait sa rentrée sur l'air « des luttes qui pourraient accélérer la chute du régime ». La grève générale du 6 décembre avait été présentée comme le début d'une grande offensive de la gauche unie contre l'inflation et puis, face aux répliques hystériques de Messmer et Sanguinetti, face à l'intoxication sur la solidarité de tous les français devant la crise, face aux préparatifs bruyants de Marcellin et Galley, et face aux manoeuvres du président Mitterand, le PCF et la direction de la CGT sont passés sous la table. La direction de la CGT a avancé timidement au lendemain du 6 la revendication d'une indemnité de vie chère de 200F pour tous... tombée dans un grand silence.

Pourtant les mineurs anglais montrent qu'effectivement la lutte peut accélérer la chute du gouvernement conservateur. Mais les réformistes ont peur de leur propre victoire quand elle résulte de la mobilisation des masses. Wilson n'a de cesse que les mineurs arrêtent leur grève, car il sait que s'il parvenait dans ces conditions au gouvernement, c'est à d'autres luttes plus amples encore qu'il aurait à faire face.

Les mineurs anglais montrent la voie. Il faut non seulement organiser la solidarité internationale par le boycott charbonnier de l'Angleterre (la Pologne ayant une fois encore le triste privilège de jouer le rôle de briseur de grève) ; mais il faut faire plus, il faut suivre leur chemin, en ripostant centralement aux attaques de la bourgeoisie sur l'emploi et les salaires.

Il faut mettre à l'ordre du jour, à l'heure où se discute la programmation de la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires, la perspective de la GREVE GENERALE ILLIMITEE des secteurs publics et nationalisés pour :

- 200F pour tous ;
- 1.500F minimum ;
- l'échelle mobile des salaires basée sur l'indice des organisations ouvrières.

Il faut développer un front des luttes sur l'emploi de Lip à Rateau et cesser de se présenter en ordre dispersé face aux patrons. Il faut lutter d'abord au niveau d'un trust ou d'une région, puis nationalement pour le partage du temps de travail entre toutes les mains ouvrières, c'est-à-dire pour la semaine de 35 heures sans diminution de salaires.

La classe ouvrière française doit reprendre l'offensive, aux côtés des fonctionnaires allemands et des mineurs anglais.

EN RAISON D'ACTIVITES MILITANTES, NOTRE CAMARADE BEAUVAIS S'EST PU NOUS TRANSMETTRE SON ARTICLE TRAITANT DE MIR ET DE LA RESISTANCE CHILIENNE. LA REPRISE DE LA SERIE DE TEXTES PREVUS INITIALEMENT REPRENDRA NATURELLEMENT LA SEMAINE PROCHAINE.

CHILI : L'AMBASSADEUR DE PINOCHET EST ARRIVE A PARIS

Après la visite de Villarin, d'une délégation de juristes chiliens, du général Contreras au Centre d'énergie atomique, l'arrivée de l'ambassadeur de la junte consacre la complicité de Pompidou et de Pinochet. Comme ses prédécesseurs, l'émissaire des colonels est arrivé clandestinement.

PAS DE REPRESENTANT DE LA JUNTE EN FRANCE ! UN SEUL AMBASSADEUR, LA RESISTANCE !

Tel est le mot d'ordre du Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien; aujourd'hui, pour affirmer notre solidarité de classe avec les travailleurs chiliens et la résistance, l'ambassadeur de la junte recevra l'accueil qu'il mérite : la riposte unitaire de masse dans la rue de toutes les organisations révolutionnaires ouvrières et démocratiques.

D'ores et déjà le Comité SLRPC appelle les jeunes, les travailleurs, à manifester vers l'Ambassade du Chili, ce Samedi 23 février. Il appelle toutes les organisations ouvrières et démocratiques à s'associer à cette initiative.

**TOUS A L'AMBASSADE, LE 23 !
DEHORS LES REPRESENTANTS DE LA JUNTE !**



FOTOLIB

La junte s'apprête à assassiner Van Schouwen, dirigeant d'un MIR, après l'avoir atrocement torturé. Nous devons redoubler nos efforts, afin d'empêcher ce meurtre.



Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 68 96 ou 272 68 82

**ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS**

Directeur de publication
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

	pour	la france	l'étranger
sous pli	ouvert	fermé	ouvert
un an	90	150	110
six mois	45	75	55
			90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....

MARCELLIN MONTE LA GARDE... A VUE.



Elie Kaqan

« Je sais qu'un certain nombre de bons esprits, quelques peu excédés par toute une série de manifestations ou de répressions inacceptables, souhaitent que l'on étende dans certains cas la durée de la garde à vue. En ce qui me concerne, je ne suis pas d'accord »

C'était en 1971, et Pleven, Ministre de Justice, répondait à son collègue de l'Intérieur avec une de ces franchises que la bourgeoisie s'accorde parfois et qui surprend toujours quelque peu. Le « bon esprit » avait alors remis sa garde à vue dans sa poche. Mais un Marcellin ne s'avoue jamais vaincu. Il y a quelques mois à peine, les premières poussées annonçaient une nouvelle offensive sur la question. Les commissaires de police d'abord, puis le sous-directeur des Affaires Criminelles lui-même (un flic pas sûr pourtant puisque son téléphone était mis sur table d'écoute) relançaient la justice : la garde à vue doit être prolongée, si l'on veut lutter efficacement contre le banditisme. Silence de la justice. Alors, en deux semaines, Marcellin déclenche l'offensive générale. Les manchettes de journaux pratiquent une escalade remarquable : c'est à qui crierait le plus fort. Hold-ups ! Paris-Gang ! Attention ! Deux à trois hold-ups par jour, et Paris vit au rythme de la terreur... Et en plus, ils tirent ! Qui, les flics ? Non, les gangsters ! « Et d'où viennent leurs armes ? » s'interroge France-Soir. Mais de même endroit que les armes des gangs électoraux de l'UDR, non ? 1973, paraît-il, a été une année record pour le banditisme, et la criminalité a augmenté de 30% en 5 ans. Ce n'est peut-être qu'une curieuse coïncidence, mais 1973 est aussi l'année d'un autre record : jamais autant de flics n'ont été employés au « maintien de l'ordre »...

Aussi, quand Marcellin réclame une augmentation des services de police, tout le monde rigole-t-il, et les contrôles de police, eux-mêmes, s'indignent de la lourdeur du procédé. Mais cela ne gêne pas le Ministre : ce qu'il veut, principalement, c'est faire passer la garde à vue à 4 jours pour les délits de banditisme, comme il l'avait déjà obtenu pour les affaires de drogue et les crimes relevant de la Sûreté de l'Etat. Ce qui serait, comme dit Le Monde, une nouvelle brèche dans les libertés publiques. Marcellin, s'en cache d'ailleurs à peine : « le fait même de se grouper durablement pour organiser des crimes et des délits doit pouvoir être aisément sanctionné ». Ce qui veut dire : avant le crime ou le délit... Et pour que les choses soient bien claires, la semaine même où il demande cela, il dissout quatre organisations nationalistes... Ce qui s'appelle : pointer le canon dans la direction où le prochain coup sera tiré...

F.L.

DES PLOMBIERS A L'HUISSIER

A Commercy, pour arrondir ses fins de mois, un inspecteur des Renseignements Généraux s'est fait encaisseur pour une société de contentieux. Histoire simplement d'avoir un double salaire. Et pour que ça marche mieux encore, il se faisait carrément passer pour un huissier et procédait à des inventaires abusifs. Ce qui devait bien lui servir dans son travail d'inspecteur des R.G., non ?

Il a fait 150 à 200 victimes avant d'être mis à la retraite d'office par ses supérieurs (mais pas radié) et de passer devant un tribunal indulgent qui lui a infligé... 80 F d'amende.

Mais, la justice, bonne fille, a-t-elle sanctionné le délit ou l'imbécilité du délinquant ? Car, enfin, se faire passer pour un huissier quand on a une carte de police, c'est vraiment lâcher la proie pour l'ombre. Nul doute que, s'il s'était présenté comme flic à ses victimes, elles auraient payé plus vite. Il aurait pu être défendu, ensuite, dans l'honneur et la dignité, comme l'ont été les flics voleurs de Nice et les flics matraqueurs de la rue Mademoiselle.

Et s'il s'était fait « plombier », on n'aurait jamais pu l'attraper. Il y a vraiment des gens bêtes.

DES BARBELES SUR LE BOUL'MICH ?

La distribution de tracts est une chose encore légale en France. Mais pas partout. Sur le boulevard St Michel — en plein cœur du Quartier Latin — la subversion gauchiste avait trouvé la réplique aux tracasseries policières, en faisant régulièrement appel à la loi. Comme si la loi était faite pour les gauchistes !...

Là, la préfecture de police vient de parler, de magistrale façon, à ce coup bas du complot international : un arrêté interdit toute distribution de tract sur le boulevard. Il paraît que c'est légal...

Monsieur Marcellin, le même jour, a annoncé que des barbelés allaient cerner St Michel, et que des miradors seraient installés incessamment au Chatelet et au Luxembourg.

Non, en fait, il ne l'a pas annoncé, parce que ses services lui ont fait remarquer que c'était un peu prématuré. Mais il a bien failli.

UNITE CONTRE LE FASCISME

Dimanche 27 janvier : quelques nervis de Faire Front (ex-Ordre Nouveau) apparaissent sur le marché Alesia à Paris XIV^e. Pas très rassurés, ils ne restent pas, mais promettent de revenir... Dans la semaine qui suit, les sections du XIV^e du PCF, du PS et du PSU décident de se réunir pour faire face à d'éventuelles attaques. Les vendeurs de Rouge ne sont pas acceptés à la réunion par le PCF ; le PS et le PSU ne bronchent pas.

Dimanche 3 février : une cinquantaine de nervis agressent les vendeurs de Tribune Socialiste sur le même marché. La police, qui a assisté aux préparatifs, laisse faire. Le PCF, qui a mobilisé une trentaine de vendeurs sur place, ne bouge pas. Quatre militants du PSU sont sérieusement blessés.

Lundi 4 février : le PSU décide de réagir. Il accepte la proposition qui lui font les vendeurs de Rouge : convoquer une réunion unitaire sur le XIV^e pour décider une riposte commune contre l'agression. Il se déclare même prêt à la signature d'un tract commun et à l'organisation d'une manifestation éventuelle pour le dimanche suivant, qui irait d'Alesia au marché de la Convention. Mais entre temps le PCF indique clairement qu'il ne signera rien si le PSU maintient ses contacts avec Rouge. La section du PSU consulte sa direction. La réponse sera nette : concluez un accord à priori avec le PC et le PS. Résultat : aucun tract en commun pour le dimanche suivant, pas de manifestation de riposte.

Tels sont les faits. Le PC, qui aurait pu empêcher physiquement l'agression dont

ont été victimes les militants du PSU, maintient ses exclusives. Le PSU, de plus en plus englué dans son soutien (critique ?) à l'union de la gauche se contente d'expliquer que seule l'action contre le grand capital permettra de mettre les nazis hors d'état de nuire, et qu'il ne faut surtout pas effrayer la population.

Combien de temps encore faudra-t-il expliquer à ces camarades que c'est dès maintenant qu'il faut mettre la peste brune hors d'état de nuire ? Que celle-ci, après s'être fait la main contre les militants d'extrême-gauche, va s'attaquer de plus en plus au mouvement ouvrier dans son ensemble ? Combien de nouveaux blessés faudra-t-il pour que soit mis fin une fois pour toutes à la pratique des exclusives, qui ne peut qu'encourager les nazis à persévérer ?

Pour ne pas heurter ses nouveaux partenaires de l'Union de la Gauche, la direction du PSU glisse de plus en plus vers une attitude démobilisatrice. Entre le refus de participer à la manifestation du 21 juin et l'acceptation des exclusives lorsqu'il s'agit de riposter à une attaque fasciste, se dessine une ligne. A quand la dénonciation des extrémistes de tous bords ?

Rouge continuera à soutenir inlassablement tous les efforts en vue de réaliser un front uni contre les bandes armées du capital. La mise sur pied d'un pacte d'auto-défense unitaire est à l'ordre du jour et sera proposé à toutes les organisations et à tous les journaux de gauche et d'extrême-gauche. Rouge rendra compte enfin de toutes les initiatives montrant que les révolutionnaires sont prêts à prendre leurs responsabilités dans la lutte anti-fasciste.

LETTRE ENVOYEE A :
CGT, CFDT, FEN
Lutte Ouvrière
PCF
PS
PSU
OCI
Révolution !
AJS
Jeunesse socialiste
MJC

individuelles : pas plus que vis à vis de leurs meetings ou manifestations provocatrices, nous ne pouvons rester passifs. Outre l'exigence de leur interdiction, la protection mutuelle de nos militants et diffuseurs est une tâche immédiate.

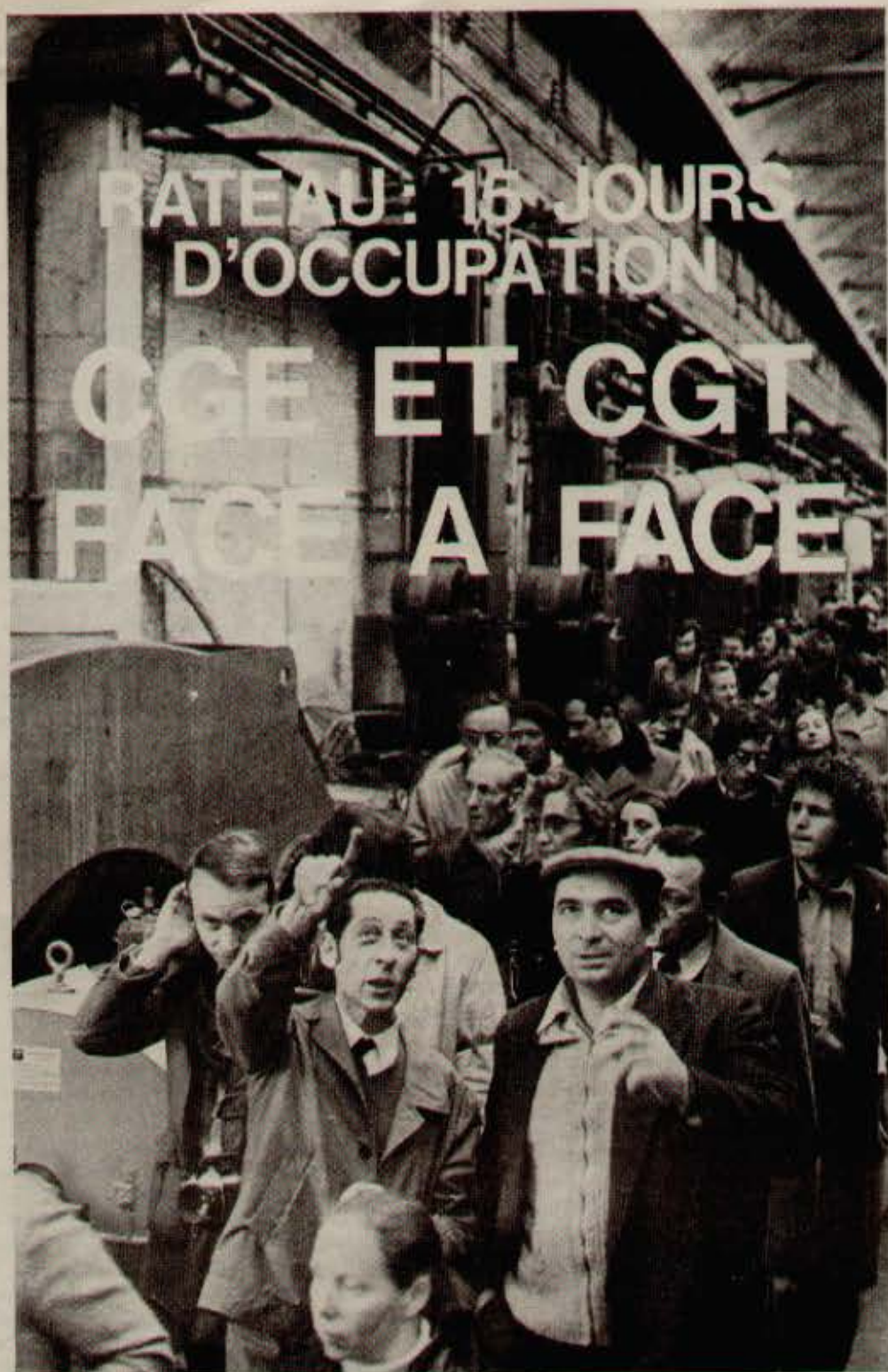
Chers camarades, comme nous l'avons localement proposé dans les XIV^e et XV^e arrondissements à vos militants, nous pensons qu'un pacte anti-fasciste, engageant les uns et les autres à protéger nos apparitions mutuelles, est indispensable. Il faut que les organes de répression parallèles sachent qu'ils auront face à eux la détermination des organisations ouvrières unies dans leur auto-défense. Au moment où les agressions contre les grévistes, les occupations d'usines par la police se multiplient, la riposte unie des organisations ouvrières répond à l'attente des travailleurs parce qu'elle correspond strictement aux problèmes concrets de leurs luttes.

Lorsque, comme le 19 décembre, toutes les organisations ouvrières se mobilisent, le pouvoir est contraint de reculer : l'interdiction du meeting des émules de Pinochet, obtenue par la mobilisation du mouvement ouvrier, a montré ce qu'il était possible de faire.

Chers camarades, nous serons partie prenante et nous impulserons toute initiative visant à constituer un large front uni contre la répression. D'ores et déjà nos diffuseurs contacteront localement et nationalement vos organisations pour œuvrer en ce sens. Nous pensons, en particulier, que dans plusieurs localités ou arrondissements, des pactes anti-fascistes peuvent être conclus localement.

Dans l'attente de vous rencontrer, recevez, chers camarades, nos salutations fraternelles.

ROUGE



QUE CHERCHE AMBROISE ROUX :

Voilà 15 jours que la CGE fait la sourde oreille aux multiples délégations et dossiers des élus syndicaux et politiques de la Seine St Denis. Elle semble ignorer les appels du pied qui demandaient la suspension des licenciements ainsi que le disait l'Humanité, le 2.2.74. Désaccord ou diversion de la part du pouvoir ? Alors, il est passé à l'offensive et semble vouloir traiter ce bastion de la CGT et du PC comme il a traité le Joint Français ou les deux entreprises Câbles de Lyon : les tribunaux et les flics ! C'est 41 délégués syndicaux qui ont été lundi assignés devant le tribunal des référés !

Le juge, il est vrai a réservé son avis sur l'occupation et nommé un expert ! Le jugement serait rendu le 4 mars ! C'est un petit recul des pouvoirs publics, mais c'est aussi l'ouverture d'une guerre d'usure !

Pourquoi Ambroise Roux « cherche-t-il » ainsi le PC, la CGT, et des travailleurs fortement organisés ?

C'est vrai que son plan « électromécanique » passe par la destruction de Rateau au profit d'Alstom Belfort : mais la conjoncture est mauvaise pour cette épreuve de force ! La CGE tire de la crise pétrolière des perspectives énormes : pourquoi risquer la contagion des luttes sur le trust que la CGE devra de gré ou de force annoncer ? Pourquoi ne pas tergiverser ? La situation sociale est « calme » mais diablement tendue : pourquoi le gouvernement entretient-il ce brûlot ?

Patrons de choc et casseurs du pouvoir ont probablement leurs raisons... mais les travailleurs et leurs organisations sont eux dans d'excellentes conditions pour leur donner une sacré leçon ! Pourvu que...

LA CGT DOIT ESCALADER :

L'appareil politique et syndical de Rateau fort d'une confiance ouvrière incontestable partait gaillardement pour un match en quelques rounds brillants,

rapides et gagnés d'avance ! L'article de l'Huma du 2.2.74 en est un indice indiscutable, « Rateau, licenciements suspendus ». On n'est peut-être pas parti « pour 6 mois » mais on est à 15 jours et la CGE bloque fermement sur le préalable de l'évacuation de l'usine. Alors la CGT hausse le ton : elle passe à une menace d'agitation sur le trust : une journée d'action est organisée les 13 et 14 sur la branche électromécanique de la CGE. Elle ressuscite le comité de défense de l'emploi autant pour bloquer le développement d'éventuels comités de soutien que pour faire donner la mobilisation de la population laborieuse.

Mais il est peu probable que Ambroise Roux fléchisse devant ces simples menaces. Il faut sérieusement envisager une escalade de la mobilisation sur la boîte, la localité et le trust. La lutte aura besoin de l'imagination des organisations mais aussi de la détermination des grévistes et de la population : face à la perspective d'une lutte dure et longue, la lutte de Rateau ne peut pas demeurer l'affaire menée par les seuls militants et sympathisants syndicaux si motivés et nombreux soient-ils sur Rateau.

LA RESPONSABILITE D'UNE CFDT MEME MINORITAIRE

Un certain nombre de militants CFDT des U.L. et de l'U.D. Seine St Denis ont compris l'enjeu de la lutte de Rateau pour tout le mouvement ouvrier local : ils ont entamé tout un travail de popularisation sur les entreprises. Ils ont une grosse responsabilité pour imposer au PC et à la CGT l'unité d'action sans exclusives de toutes les forces décidées à la victoire de Rateau.

Sur l'entreprise elle-même, la tentation de la petite section CFDT est de baisser les bras et même pour certains militants combattifs - mais sur ce sujet inconscients - de fuir la boîte pour d'autres luttes plus emballantes, comme

celle des Pygmy (St Denis). Ce serait lamentable d'en rester là !

De nombreux travailleurs militants et syndiqués CGT et CFDT attendent quelques propositions et initiatives qui impulsent vie et initiative ouvrière dans les rouages de la lutte.

Une AG quotidienne a déjà été obtenue : il faut maintenant la transformer en réunions d'information, en assemblées de discussion et de décision vraiment collectives. Il est vrai que cela suppose qu'un certain nombre de militants se mouillent et préparent le travail dans un certain nombre de commissions (popularisation, solidarité, formes de lutte...). Et c'est possible ! Bien qu'ils s'en défendent, l'ombre de la lutte vivante des Lips hantent les responsables CGT de Rateau, et ils auront beaucoup de peine à refuser tout ce qui sera proposition d'animation concrète de la grève

ET DES REVOLUTIONNAIRES :

Malgré l'hégémonie du PCF dans toute la Seine St Denis, l'ensemble des groupes révolutionnaires ont dans et à l'extérieur des entreprises une influence réelle et un potentiel militant non négligeable.

L'efficacité de leur intervention implique qu'ils abordent correctement le problème d'unité d'action dans la lutte avec les forces réformistes et tout particulièrement le PC. Peser dans l'amélioration du rapport de forces en faveur des Rateaux, c'est prendre sans sectarisme et sans concession l'offensive de la solidarité et de la popularisation des initiatives de luttes susceptibles d'appuyer l'occupation de Rateau.

Les comités de soutien sont à l'ordre du jour pour appuyer dans la population les efforts des sections syndicales dans les entreprises. Nous avons peu confiance dans le cartel du comité de défense de l'emploi qui n'a développé jusqu'à présent que peu d'initiatives de masse. Là où des comités locaux unitaires sans exclusive, avec les forces de ce cartel seront possibles, nous ne plaquerons pas bêtement de structures concurrentes. Mais la solidarité presse et les comités de soutien de masse doivent s'activer.

Nous nous battons pour la solidarité dans l'action dans les entreprises : certains objectifs sont d'ores et déjà évidents :

- * Préavis de grève pour l'éventualité d'une intervention policière
- * Première manifestation régionale avec débrayages effectifs des entreprises.

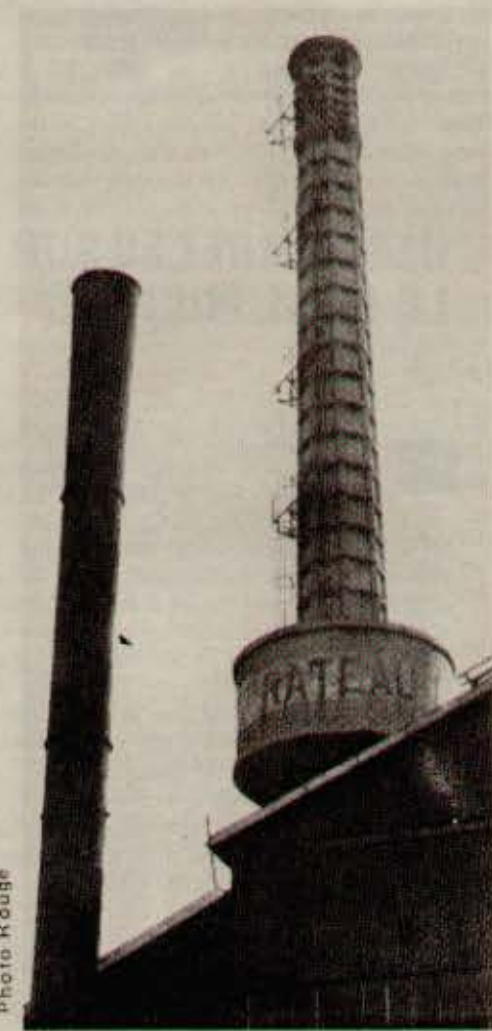


Photo Rouge



Photo Rouge



Photo Rouge

interview de « Rateau, c'est néce et non des capitaux

Mercredi des camarades du journal ROUGE se sont présentés à Rateau pour interviewer des responsables CGT et CFDT sur la lutte.

Le responsable CGT de la commission information a demandé à deux militants CGT présents (responsables importants dans la section CGT) de répondre à nos questions. Nous tenons à les remercier et nous voulons interpréter cette acceptation comme une évolution positive de l'attitude de ces responsables par rapport à un journal révolutionnaire.

La semaine prochaine, nous publierons l'interview des responsables CFDT de l'entreprise.

Après une présentation de l'entreprise, du plan de licenciement d'Alstom CGE et des revendications, nous abordons l'organisation de la lutte :

► Comment la lutte a-t-elle démarré ?

« ...Ça fait plusieurs mois qu'on se bagarre pour l'emploi depuis d'ailleurs la fermeture de la fonderie. Les dernières semaines, on a fait des actions différentes. Ça a été de la pétition jusqu'au 1/4 h, à la 1/2 h, à la demie journée, à la journée de grève avec manifestation tournante soit dans l'atelier soit dans les rues... On n'a pas l'habitude de s'emporter à la CGT : on a essayé quand même de faire le maximum : on a tenté un peu toutes les actions qu'on pouvait tenter. Il arrive un point où on se trouvait au pied du mur. Pour nous, il restait une seule action qui pouvait nous apporter la victoire, c'était l'occupation. On l'a proposée aux travailleurs le 30 janvier au soir : il y avait une forte participation. On a fait un



responsables CGT essaire à l'intérêt national des travailleurs Je précise bien là-dessus »

premier vote à main levée, on a eu une très grande majorité pour l'occupation. Donc on a décidé l'occupation... »

- Lip a été une lutte phare contre les licenciements. Rateau risque de le devenir ? Tirez-vous des enseignements de Lip pour votre lutte ?

« Moi, je vais te dire l'affaire Lip, je l'ai suivie, mais de loin. Je peux te dire, étant militant CGT responsable dans la commission de grève, on s'est pas du tout inspiré. Lip et Rateau, ça n'a aucun rapport. A part, je te disais tout à l'heure les licenciements. C'est le seul rapport pour nous qu'il y a. Lip, c'est une usine de montres. Ils avaient 1200 licenciés, je crois ; c'était un problème d'emploi, simplement d'emploi. Par là même, un démantèlement d'usine, mais pour un matériel qui pourrait être réutilisé par n'importe qui, mais ailleurs, tu vois !

Mais Rateau, Rateau, c'est pour nous un problème national. Rateau, c'est la dernière technique française de turbines à vapeur et thermiques et pour nous c'est un problème d'intérêt national. Et c'est en partie ce qui a amené beaucoup de travailleurs de toutes les couches à faire l'occupation.

C'est parce qu'ils n'admettent pas qu'un outil de travail de cette ampleur, du jour au lendemain soit démantelé soit anéanti. Alors que pour nous — on n'est pas plus nationaliste qu'un autre — mais Rateau c'est nécessaire à l'intérêt national des travailleurs et non pas des capitaux. Je précise bien là-dessus !

- Parlons de l'organisation de la grève, de la participation des travailleurs... il y a des commissions, des

assemblées générales... ce qu'ont fait les Lip, ça vous a servi ?

« Tu parles des AG, de la participation des travailleurs aux AG, aux commissions ?

- Oui.

« Moi je pense que chez Rateau aussi, pratiquement une fois par jour, on a une AG qui regroupe plusieurs centaines de travailleurs à chaque fois. Et quant à la participation, aux commissions, bien sûr, ça fait quand même une semaine et demie qu'on est en grève. Il faut quand même une certaine mise en route, une certaine expérience et faut quand même qu'on s'organise un petit peu mieux.

Mais de plus en plus les travailleurs y participent et ont à cœur d'y participer »

- La solidarité, comment a-t-elle été organisée, comment pensez-tu qu'elle devrait être organisée sur les autres entreprises, les quartiers ?

« Pour la solidarité, disons, pour nous, la première solidarité ce n'est pas la solidarité financière. C'est la solidarité dans l'action. Pour nous, la meilleure des solidarités, c'est que toutes les boîtes des alentours et toutes les boîtes du département fassent de l'action, pas au même niveau que nous, mais se mettent dans l'action, tu vois ? Et pour nous, ça c'est la première solidarité, il faut bien le préciser !

Pour la solidarité financière, on commence à s'organiser aussi... Disons que les organisations syndicales ont ouvert un compte à la BNP, un compte commun et sont signataires à part entière, les deux organisations syndicales.

Des tracts ont été distribués, des communiqués de presse ont été établis,

des communiqués aussi dans les communes, les municipalités, les maires, dans les usines. Et disons que pour l'instant la solidarité a commencé à arriver. Et je pense que pour l'instant ça marche bien. On n'est pas encore à l'apothéose, mais ça va !

- Il vient s'y avoir plusieurs grèves dures sur le trust CGE : (Câbles de Lyon (Gennevilliers), EVR, Câbles de Lyon (Bezons)... C'est dommage que ces luttes n'aient pas été synchronisées ?

« Oui. Pour les Câbles de Lyon, c'est la CFDT qui est majoritaire. Disons que nous, on n'a pas été avertis quand ils se sont mis dans l'action.

Il faudrait plutôt poser la question à la CFDT quant à l'action qu'elle a menée aux Câbles de Lyon »

- Rateau devient La lutte contre les licenciements... Est-ce qu'il ne faut pas envisager une mobilisation sur tout le trust CGE... une journée de grève sur tout le trust par exemple ?

« Cui, et bien c'est en cours. Au niveau du groupe, disons qu'il y a des réunions intersyndicales et on peut dire que le 13 et le 14 c'est deux journées d'action au niveau du groupe électro-mécanique »

- Comment analysez-vous l'attitude de la direction depuis sa dernière lettre au personnel ? Où en est le mouvement ?

« La semaine dernière, elle a envoyé des lettres à tous les travailleurs, pour nous c'est un peu de l'intimidation. Mais ça prouve qu'elle est au moins sur la défensive et non à l'offensive. Elle essaie de persuader de faire pour aux travailleurs. Après cette lettre, qui n'a eu aucune répercussion pour les travailleurs, elle a envoyé en référé 41 délégués syndicaux de l'entreprise qui sont passés en jugement lundi matin. Le juge a dit qu'il rendrait son jugement dans les 48 h. Faut souligner que le juge a été très impressionné par les arguments des syndicats. Et c'est une des premières fois où il ne rend pas son jugement sur l'heure il a demandé à réfléchir parce qu'il a vraiment été très impressionné par les arguments des organisations syndicales.

Disons que pour ça, on attend

Quant à la direction, on avait reçu une lettre de l'inspecteur du travail demandant à ce qu'une table ronde soit organisée dimanche matin à la Préfecture sous le contrôle du directeur de la main-d'œuvre du département.

Cette table ronde a eu lieu : les organisations syndicales sont venues. La direction aussi. Mais elle s'est bornée exclusivement à vouloir régler le préalable, c'est-à-dire l'évacuation des locaux. Elle n'a pas voulu parler sur le fond. Tu vois, pour eux, il n'y avait qu'un seul problème à cette heure-là, c'était l'évacuation des locaux et le jugement des 41 délégués syndicaux.

Nous on lui a fait comprendre que pour nous, l'évacuation des locaux c'était secondaire. Pour nous, on voulait parler sur le fond. Disons qu'ils ne sont pas aptes à parler sur ce plan là. Parce que je pense que tous les ordres viennent de l'Alstom et de la CGE.

Alors les organisations syndicales ont fait une lettre commune, comme quoi on est prêts à entamer les négociations à toute heure du jour et de la nuit avec l'Alstom ou la CGE, mais au moins qu'on parle sur le fond et non du préalable évacuation des locaux qui pour nous est secondaire.

Bon, bien là, maintenant, la balle est dans leur camp, on attend la réponse. »

- On va vers une grève longue ? La direction cherche le pourrissement ?

« Oui, je crois qu'elle est déjà en train de la jouer la carte du pourrissement. Mais ça ne pourra pas durer éternellement, parce que la popularisation du problème Rateau prend de plus en plus d'ampleur. Et je ne pense pas qu'ils puissent aller très loin, sans avoir quelques déboires.

Mais n'importe comment il faut se dire une bonne chose, c'est que le pourrissement, je pense pas qu'il ait lieu parce que les travailleurs sont décidés. Les

travailleurs sont décidés à avoir toutes leurs revendications satisfaites. Eh bien, non, le pourrissement, je ne pense pas qu'il faut y compter.

- A propos de Rateau, on parle de « Lip de la CGT » ?

« C'est pas du tout ça ! »

On ne s'est pas du tout inspiré de Lip pour faire notre action.

On a essayé toutes les formes d'action traditionnelles... parce que l'occupation, enfin, c'est pas traditionnel. On a essayé toutes les actions et on a vu qu'on se heurtait à quelque chose... pour travailleurs ce n'était pas ça. Alors pour nous, la seule solution, ça a été l'occupation.

- Il y a deux semaines de grève, des militants déferés devant les tribunaux... Avez-vous réfléchi à une éventualité d'expulsion de l'entreprise ? Que pensez-vous d'un préavis de grève dans toutes les boîtes de la région et du trust, au cas où il y aurait une intervention policière ?

« Bon, alors, pour nous, on a analysé un petit peu le problème.

Mais comme je le disais tout à l'heure, la direction est sur la défensive.

Et n'importe comment, pour évacuer les locaux, il faut déjà que le juge ait donné son jugement, qu'il en passe par le Préfet. Le juge est pas habilité à faire un mandat d'évacuation des locaux. C'est le Préfet, par l'intermédiaire de Marcellin qui sera apte à faire évacuer.

Je pense que ce qu'ils veulent c'est qu'il y ait le moins de bruit possible autour de Rateau. D'ailleurs disons, en a parte, que Pompidou l'a bien précisé : « Pas de licenciements collectifs ! ». Alors je pense que comme ils sont sur la défensive, ils peuvent pas se permettre d'évacuer les locaux.

Pour revenir à ce que tu disais sur les autres boîtes aux alentours, on n'a pas envisagé cette question parce que nous, on analysait un peu le problème et on ne pense pas que ce soit possible, l'intervention des forces de l'ordre pour l'immediat ! »

- La découverte du plan de licenciements chez Lip a stimulé la mobilisation... Est-ce que chez Rateau ça servirait de mettre la main sur des renseignements précis ?

« Non, le plan de redressement, on le connaissait, on n'a pas d'informations nouvelles sur le plan de « redressement » depuis qu'on occupe l'usine. Rien qu'avec leurs documents on a su l'expliquer, l'analyser. Et on n'a pas cherché pendant l'occupation d'autres documents. A partir des documents confidentiels de la direction au Comité d'entreprise, on a analysé. On avait des informations depuis quelques mois au niveau de l'EDF, des copains de l'Alstom et tout ! Et on est parti de là à l'analyse... C'était pas un plan de redressement, c'était un plan de démantèlement. L'année dernière quand ils ont fermé la fonderie, ils ont dit que ça s'arrêterait là. Un an après, ils annoncent 3 ateliers qui ferment : c'est facilement explicable le plan de démantèlement.

Ils parlent de reclassement ! Ils nous annoncent dans leur plan de redressement 334 licenciements ! 70 licenciés dans l'atelier Ouest (fin mars) seraient reclassés à la chaudronnerie qui ferme en septembre !

Voilà leur redressement ! Pour nous on l'a analysé. »

- Le fameux problème du déficit de Rateau ?

« Il est réel mais on sait l'expliquer au niveau du groupe.

Alors que depuis l'absorption de Rateau par l'Alstom en 72, le groupe a multiplié son chiffre d'affaires par 2,5, Rateau, filiale est en déficit !

C'est le principe du citron : tu presses jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de jus et puis tu mets à la poubelle... C'est une absorption de substance... »

- Et l'ouverture des livres de comptes ?

« Ça c'est en cours. On a demandé un expert comptable au niveau du groupe pour analyser tous les comptes. »

INTERVIEW

de CHARLES PIAGET

Peux-tu à grands traits caractériser le plan Neuschwander ?

A grands traits, disons qu'il n'entache pas l'avenir. Le plan qu'avait présenté Giraud faisait entériner les licenciements par les organisations syndicales. Cette fois-ci nous n'avons pas obtenu de garanties, surtout que pour obtenir ces garanties dans ce système c'est difficile, mais disons que le plan n'entache pas l'avenir dans la mesure où à aucun moment il ne dit qu'il y en a qui resteront sans emploi.

Aujourd'hui, notre rapport de force ne nous permettait pas d'obtenir beaucoup mieux ; il aurait fallu pour cela qu'on ait l'appui de la CGT, appui qui avait disparu depuis le 12 octobre. Mais disons que le cadrage du plan a été obtenu par la lutte, c'est le fait qu'on ait tenu le coup, qu'on ait maintenu notre cohésion. Le pouvoir avait le choix entre terminer le conflit par la force ou laisser une fraction du système monter une opération. Mais cette opération n'aurait pas pu se concrétiser si nous n'avions pas tenu le coup. C'est ça qu'il faut souligner, le cadre du plan a été obtenu par notre résistance.

Il y a quand même eu autour de ces négociations, une série d'ambiguïtés. Celle des bons patrons modernistes qui viennent au secours des travailleurs, a permis au PC de lancer une campagne sur laquelle il peut marquer des points. Puis le fait que les négociations se soient déroulées aussi vite, que le trésor de guerre ait été restitué sans bataille, bref, tout cela a fait qu'un certain désarroi existe chez les travailleurs des autres entreprises : ils ne comprennent pas réellement ce qui s'est passé.

En ce qui concerne les bons patrons, sur le coup on n'y a pas pensé. En tant que section syndicale de base, on a déjà eu de nombreuses tentatives d'intégration et on est tranquille de ce côté là, collectivement. Isolés, bien sûr des militants peuvent succomber. Mais collectivement on pense que là-dessus il n'y a pas de crainte particulière à avoir.

Quand on a vu les attaques du PC, on a senti qu'effectivement il fallait plus se démarquer. Mais sur le coup on ne l'a pas assez senti.

Comment est envisagé le mois de février ? Quels moyens de faire appliquer le protocole sont envisagés ?

Je vais te citer un exemple. Pour les garanties, ce matin à l'AG, Mercet de la CGT me dit « nous on pense qu'il faut pas d'assemblée générale avant le 20 février », je lui ait dit « si tu penses ça, dis-le à l'AG ». Evidemment, il ne l'a pas dit car il a senti que le climat n'y était pas. Nous on procède à l'inverse.

On pense que nous, la seule garantie qu'on a de l'application du protocole, c'est la présence, la force de l'assemblée générale des travailleurs de Lip en lutte et c'est cette force qui sera peut-être amenée dans le courant de février à se manifester et peut-être à le faire dans la rue, en ville ou ailleurs... on sait pas si on sera amené à cela, on sait qu'entre le protocole et son application, si nous sommes dispersés, nous n'aurons pas le dixième de ce qui était écrit. Alors encore une fois il faut rester unis et vigilants.

En fait le recyclage, la réembauche ne sont pas des garanties d'emploi réelles et vous n'avez plus le trésor de guerre comme moyen de pression. Voilà pourquoi nous avançons dans la « Taupe rouge » que la seule garantie valable serait la réembauche de tous le 1er mars et une réduction massive des heures de travail sans réduction de salaire. Cela te semble-t-il être une revendication erronée ?

Non ! Je pense que c'est un mot d'ordre juste. Il faudrait donc diminuer les heures de travail pour occuper le maximum de main-d'œuvre. Simplement, il faut voir sur quoi on lutte aujourd'hui : le rapport de force n'est pas encore suffisant pour imposer ça au patronat qui fait bloc.

Cette revendication est une revendication avancée : essayer d'obtenir qu'il y ait l'échelle mobile des heures de travail ce serait juste, mais on pense que seuls on parviendrait pas à l'imposer. Est-ce qu'il faut se lancer dans la bataille pour l'imposer ? Ce serait donner quand même aux travailleurs un certain nombre d'illusions qu'on ne sera pas capable de concrétiser. Voilà pourquoi on hésite un peu là-dessus.

La commission emploi-formation que prévoit le protocole, aura-t-elle un rôle réel ?

Cette commission est quand même intéressante. Il y a une commission qui va donc surveiller les embauches jusqu'à la dernière. Dans cette commission 12 membres devront être désignés, sans élection, par les organisations syndicales. Elle a pour tâche tous les problèmes de l'emploi et de l'application du protocole. Bien sûr c'est confus, ça dépendra du rapport de

forces. Il y aussi un point dont nous devons tenir compte, c'est que les capitalistes qui se sont engagés dans cette affaire, ont besoin de réussir, tant financièrement que politiquement. Dans ce système, la tactique d'un patron c'est soit de briser les travailleurs, soit d'essayer de les neutraliser.

Ça veut donc dire, que si on arrive à maintenir un rapport de forces interne et externe (nous continuerons à envoyer les informations aux comités) on devrait arriver à avoir une commission d'un certain pouvoir. Bien sûr, tout à fait d'accord pour que ce soit public, qu'il n'y ait pas de secrets, c'est évident !

Malgré tout, vous allez vous trouver dans une position difficile, où la marge de manœuvre sera faible. D'un côté la réembauche est liée à la bonne marche de l'entreprise, d'un autre côté il faudra défendre les revendications quotidiennes des travailleurs.

Ça c'est un point qui va être délicat. On vient d'ailleurs de se rendre compte de quel contexte on était prisonnier ! Car malgré tout quand une entreprise va mal, il y a des difficultés pour formuler des revendications offensives et espérer gagner ! On va donc être dans une situation pas facile. D'un autre côté, il y a la CGT, mais je crois que c'est normal que les revendications individuelles, le problème des conditions de travail etc. soient défendues ! On ne peut pas passer à côté, c'est impossible ! Alors on pense que le plus logique dans cette affaire, c'est qu'il y ait un pacte entre tous ceux qui travaillent et ceux qui sont en formation : c'est ensemble qu'on examinera nos revendications, elles seront modulées entre nous, on doit pouvoir trouver collectivement la réponse à des situations plus ou moins ambiguës ! Mais bien sûr, on sait qu'on sera pas capables d'être parmi les travailleurs les plus offensifs de France !

Mais après une lutte comme ça, un des problèmes fondamentaux à résoudre ce sera le collectif de travail et de réflexion, il va falloir travailler là-dessus.

Dans tous les cas, on fera en sorte d'expliquer aux travailleurs pourquoi nous sommes amenés à prendre telle ou telle position.

Tout le monde commence maintenant à tirer des leçons de Lip, et à ce propos, il est vraiment étonnant pour ne pas dire choquant, d'entendre Maire dire « Lip c'est en droite ligne du 36è congrès »

Où c'est vrai. Enfin on sait qu'il y a une réflexion de l'organisation par rapport à ce qui s'est passé à Lip. Il y a eu de la part de la fédé un certain nombre de remarques, un certain nombre de critiques. Notre lutte telle qu'elle s'est passée, a été en soi un certain nombre de critiques. Alors je pense qu'il y a encore beaucoup à voir. Par exemple sur le 36è

« Le plus logique dans cette affaire, c'est qu'il y ait un pacte entre tous ceux qui travaillent et ceux qui sont en formation : c'est ensemble qu'on examinera nos revendications... on doit pouvoir trouver collectivement la réponse »



congrès et l'affaire des comités de grève je crois que le débat n'est pas terminé, au contraire. Il y a de nombreuses sections syndicales qui posent le problème. Mais ça ne veut pas dire que c'est tout simple à changer ; c'est trop facile de dire : il faut faire ça, un point c'est tout ! Il faut partir du contexte dans lequel on se bat et voir comment améliorer la démocratie ouvrière, la participation de tous les travailleurs. Il ne faut pas croire qu'avec un comité de grève tout est résolu. Mais à partir de l'expérience de Lip et d'autres luttes, c'est un débat permanent qui s'instaure et qui va se relancer.

Ici, on a bien vu que la démocratie ouvrière ne nuit pas au syndicat, bien au contraire ! Du point de vue de l'acceptation de la lutte syndicale on a une montée importante. Le syndicat doit favoriser la démocratie ouvrière et il se fortifie lui-même par là.

De toute manière, en plus de ce problème, pour en revenir aux revendications sur l'emploi, on ne va pas s'arrêter là. Maintenant que la première phase de notre lutte est terminée, on a l'intention de s'intéresser beaucoup plus aux luttes sur l'emploi. On ne peut pas se replier sur soi, on va maintenir le contact avec les autres entreprises en lutte. Ce sera notre participation à la lutte des classes.

« On ne peut pas se replier sur soi, on va maintenir le contact avec les autres entreprises en lutte. Ce sera notre participation à la lutte des classes »

On a aussi inscrit un manifeste à l'ordre du jour. Comme apport aux luttes sur l'emploi, voilà ce qu'on a fait, ce qu'on a réfléchi.

Mais il est sûr que dans ce bilan on aura aussi à faire un passage, pas le plus important, bien sûr, sur le PCF et la CGT. Car on pense que si on avait été ensemble pour continuer la lutte après le 12 octobre, on aurait pu avoir un résultat encore meilleur, peut-être plus rapide et plus probant. Mais disons qu'on regrette que la CGT ait déserté la lutte à partir du 12 octobre, et l'ait même déconsidérée.

AIX : 23ème JOUR DE GREVE A L'USINE DES THERMES D'AIX EN PROVENCE

Depuis 4 semaines, une trentaine de travailleurs en grève à l'usine d'embouteillage des Thermes tiennent tête à Bertrand. La grève a révélé dans la ville l'étendue des possessions de M. Bertrand (3 casinos de jeu, deux hôtels de luxe, des restaurants gastronomiques) et aussi l'étendue de ses appuis politiques du ministère des Affaires culturelles à la municipalité d'Aix en passant par divers hauts fonctionnaires et magistrats. Tout cela permet à Bertrand d'afficher son mépris pour les travailleurs.

Après 23 jours de grève, il refuse d'entendre parler de négociations avec le comité de grève.

Le soutien à la grève devant être à la hauteur : plus d'un million de francs ont été récoltés dès les 15 premiers jours par le comité de soutien, grévistes, section CFDT et par les sections CGT qui n'ont pas attendu la décision tardive de l'UL. Une commission popularisation a été constituée. Elle se réunit tous les jours et se trouve placée sous le contrôle de l'AG des grévistes. Elle publie un journal de la grève, dont les deux premiers numéros ont été vendus à 500 exemplaires dans la ville.

Tout cela permet aux grévistes de tenir mais pas d'obliger Bertrand à négocier. C'est pourquoi les grévistes ont pris l'initiative d'une nouvelle manifestation qui se rendrait au Casino d'Aix pour exiger d'être reçus par le patron. Pour l'organiser, ils ont invité toutes les organisations politiques et syndicales de la ville à soutenir leur initiative.

Le PC a refusé de soutenir cette initiative sous le prétexte de sa non-préparation et de l'existence du comité de soutien dans lequel sont présents les diffuseurs de « Rouge » et de « Révolution ».

Les grévistes ont maintenu leur appel pour mercredi. La manifestation sera organisée par le comité de soutien, l'UL-CFDT et les révolutionnaires. Correspondant

ABATTOIRS SAUVAGES A PEDERNEC

Décidément, ceux qui veulent à tout prix faire sortir des esprits l'exemplarité de la lutte des LIPS doivent se taper la tête contre les murs.

Les travailleurs des abattoirs Doux de Pederneac après une période d'hésitation viennent de rentrer dans la danse des ventes sauvages.

« Après tout, ce n'est pas plus difficile de vendre des poulets que des montres » déclarait aux journalistes l'un des ouvriers des abattoirs.

Coup double pour les grévistes qui ainsi s'attirent le soutien des paysans et trouvent l'argent nécessaire à une lutte qui s'avère longue et dure.

Rappelons qu'à l'origine du conflit il y a la demande d'une augmentation de 80 centimes soit un salaire horaire de 6,35 F. Réaction immédiate du patron Doux : pas question.

Depuis le 4 décembre, la lutte dure. Aujourd'hui les grévistes ont donc décidé de mettre un atout de plus dans leur poche. Des abattoirs clandestins ont été mis en place malgré une présence policière importante.

Le comité de soutien continue sa tâche de popularisation en étant présent lors des ventes à Guincamp. Des militants syndicalistes ont de leur côté acheté des poules afin de démontrer que les grévistes de Pederneac ne sont pas seuls face à Doux.

une marche sur Pederneac est théoriquement prévue avec comme point de départ diverses villes de Bretagne.

L'isolement qui se faisait sentir il y a quelques semaines est maintenant rompu d'autant plus que dans toute la France les ventes sauvages se multiplient au nez et à la barbe de la police : ventes à Renault Billancourt, à Foix, autant d'opérations qui rencontrent une vive sympathie parmi la population.

A PEDERNEC LA LUTTE CONTINUE ! LES TRAVAILLEURS DE « DOUX » TIENDRONT JUSQU'AU BOUT !

LYON : LE BUMIDOM, OFFICINE COLONIALISTE LICENCIE !

Le 26 novembre, le père Claude Jacquin est licencié du Bureau pour l'émigration des territoires d'Outre-mer. Motif invoqué : absences non justifiées. Un autre animateur qui s'était solidarisé avec Jacquin est lui aussi jugé « indésirable ». Son licenciement lui est signifié le 17 janvier 74.

Le BUMIDOM est un organisme d'Etat créé en 1963 par Debré. Il organise une émigration massive des jeunes réunionnais vers la France. Le BUMIDOM « offre » le voyage aller, jamais le retour.

VIE, président de cette société et secrétaires des DOM expliquait récemment au Préfet de la Réunion que la « migration devrait être présentée comme une action généreuse de la Métropole débouchant sur des possibilités de promotion sociale. »

Dans ce cadre d'idée, on comprend que soit imposé aux animateurs des centres « une stricte neutralité politique ».

La riposte à ces licenciements s'est rapidement organisée à Lyon : une première réunion unitaire s'est tenue avec l'UGTRF, l'AGTAG, la CIMADE, les Comités français immigrés, la section CFDT et Rouge. L'UD-CFDT était absente du comité de soutien car l'UGTRF estimait-elle, est trop aventuriste, mais aussi remplie de duplicité car réunissant « gauchistes » et « réformistes ». Ces critiques ont disparu lors de la réunion suivante et les axes de bataille ont été fixés :

REINTEGRATION DE JACQUIN ET MONTAGNY
Une campagne de popularisation sur le BUMIDOM ET SUR LA POLITIQUE COLONIALE EN FRANCE.

Correspondant

THOMSON, CSF : 200 F pour tous ! LA LUTTE S'ETEND

Malgré les manœuvres de la direction, les travailleurs de Malakoff tiennent bon.

Au centre de Malakoff, d'où est parti le mouvement, le patron a d'abord essayé de trouver un appui du côté des cadres en leur expliquant que 200 F pour tous ça signifiait la faillite. La manœuvre n'a rien donné.

Ensuite, après des menaces et une convocation d'un CE extraordinaire, elle a mis des cadenas aux grilles et recruté 20 vigiles. Cette grossière provocation n'a pas empêché les débrayages quotidiens et massifs de se poursuivre. Les travailleurs ont même continué à manifester devant la boîte. Mieux, ils ont défilé à nouveau dans les rues de Malakoff !

Les centres touchés par les débrayages sont de plus en plus nombreux.

D'abord au centre de Bagneux, proche de celui de Malakoff, les débrayages quotidiens regroupent maintenant

environ 700 personnes. Vendredi 8 un défilé combattif des travailleurs de l'entreprise a animé les rues du Vieux Bagneux.

Au centre de Sartrouville, les débrayages tournant continuent. La visite d'un général a même tourné au débrayage poursuite !

A Gennevilliers, ce sont des débrayages journaliers de près de 700 grévistes depuis mardi 5 février.

A Vélizy, même chose pour environ 200 travailleurs sur 400.

Guynemer, LCC Montreuil, Levallois, commencent à entrer en action.

En province Cagnes et Cholet ont eux aussi démarré la lutte !

La Thomson est riche, battons-nous pour la faire payer ! Partout, 200 F pour tous c'est la revendication la plus populaire. Un travailleur de la Thomson rapporte annuellement en moyenne, 1400 NF de bénéfice au patron, 200 F de rattrapage, c'est un minimum !

Les autres revendications, les formes de lutte, les initiatives à prendre, ce sont les grévistes eux-mêmes, réunis en assemblées générales pendant les débrayages, qui doivent les établir et les défendre. Pour cela il est nécessaire de gagner encore les indécis et de coordonner l'action.

Dans la banlieue sud, la proposition d'une manifestation commune des travailleurs de bagneux et de Malakoff a finalement été retenue pour le jeudi 14.

Une telle initiative, qui renforcera la mobilisation, peut avoir un impact considérable sur la population et sur les autres boîtes de la région.

De même, au niveau du trust, une manifestation massive, au siège central, bd. Hausmann, permettrait à la lutte de franchir une nouvelle étape.

Malgré les avertissements gouvernementaux et les appels à l'austérité, l'heure est aux luttes :

Tous unis sur le trust !
200 F pour tous !

Correspondant
mardi 12 février

IMPOTS : MOBILISATION CONTRE LES LICENCIEMENTS

Au ministère des Finances, la direction des Impôts vient de décider la suppression du service de la RPB (indemnisation des impôts locaux). Dans toute la France, c'est plus de 3000 auxiliaires sur 4000 qui vont être licenciés !

Licenciements sans préavis et sans indemnité car les auxiliaires de la RPB ne sont pas couverts par le statut des fonctionnaires. Surexploités par l'Etat-patron, ils ne touchent même pas le SMIC : 1080 F en janvier pour 186 H, congés payés compris ! Leurs contrats sont renouvelés de 6 mois en 6 mois, certains depuis 1970 sans interruption. Par une fiction juridique, l'administration refuse de reconnaître cette ancienneté et s'approprie après 3 ou 4 ans de travail docile et sous-payé, à les mettre dehors sans plus de forme.

Aux impôts, premier test important de la combativité des fonctionnaires, les directions CGT et CFDT sans remettre en cause le principe des licenciements, demandent à en discuter les modalités. Elles réclament la « définition d'un plan de licenciement » ! La direction, rassurée par cette attitude de capitulation, se permet même de refuser toute programmation : elle tient à sauvegarder l'arbitraire des licenciements !

- arrêt des licenciements
- création de 4000 postes C (titulaires)
- titularisation immédiate des auxiliaires
- création d'un cadre unique d'exécution dans la Fonction publique
- minimum de 1400 F au 1-1-74
- 400 F pour tous et tout de suite.

Aux impôts, le problème des effectifs permet en effet de réaliser dans l'action la solidarité entre titulaires et auxiliaires. Mais c'est surtout dans le cadre de la Fonction Publique qu'une riposte globale s'impose, en permettant de construire un rapport de force favorable contre la politique du pouvoir.

Correspondant Lyon.

LA COMMERCIALISATION DES P.T.T

Il y a peu de temps, Hubert Germain expliquait que les 18 000 bureaux P.T.T. représentaient un atout commercial de première importance. Déjà les capitaux privés se sont approprié le téléphone. Aujourd'hui, d'autres secteurs des P.T.T sont visés, notamment les secteurs financiers. En attendant, le fonctionnaire des P.T.T est formé aux « méthodes » commerciales. Les ficelles publicitaires les plus grosses sont utilisées pour « vendre » de la Caisse d'Épargne, de l'assurance-vie, etc... certains bureaux sont allés jusqu'à remettre des oiseaux en papier à toute personne ouvrant un nouveau livret de caisse d'épargne ! De même on « intéresse » le personnel en accordant des primes aux « bons vendeurs ». Mais cela va encore plus loin : les « boîtes à sous » commencent à faire leur apparition dans les bureaux (photocopieuses...). Enfin les bureaux et préposés deviennent de véritables distributeurs de papiers publicitaires.

Déjà des luttes ont été engagées contre la distribution des imprimés sans adresse (ISA). Aujourd'hui des bureaux comme Paris 19^e refusent de distribuer les catalogues de La Redoute ou des Trois Suisses. En effet, ces boîtes de vente par téléphone transforment les bureaux des P.T.T en annexe de distribution publicitaire. Encore un peu et l'on vendra les derniers gadgets dans les bureaux ! Tout cela, en plus du travail habituel mal assuré vu le manque croissant d'effectifs.

Rentabiliser pour commercialiser, tel est le but de l'administration. Non seulement effectuer un service au plus bas prix, mais encore le vendre au plus fort. Faire du fric sur le dos des usagers et permettre à certaines entreprises d'utiliser le réseau des P.T.T pour accroître leurs profits.

Pour opérer cette « mutation », l'administration procède prudemment et à petits pas, sans brusquer les choses, mais elle avance sûrement. D'où la nécessité de riposter aujourd'hui à chacune de ses initiatives, d'où la nécessité de coordonner ces ripostes.

La lutte des postiers de Paris 19^e qui refusent de distribuer les catalogues des Trois Suisses et de La Redoute ne doit pas rester isolée. Comme eux, décidons en Assemblée Générale de bloquer la transformation des bureaux en agences publicitaires et commerciales !

Taupe Rouge PTT



LETTRE DE LECTEUR



LA CORSICA TREMA!

Il est de tradition dans la gauche et l'extrême-gauche de considérer que le colonialisme ne peut exister qu'à quelques milliers de kilomètres du territoire national. Plus proche, il devient sujet à caution car sortant du cadre pré-établi par le vieux Marx. Or, voilà que les dissolutions de quatre mouvements autonomistes ont remis sur la table un vieux problème : le séparatisme. Les réactions de toute part ne se sont pas fait attendre :

« Grotesque » a fulminé Salini dans les colonnes de l'Humanité (Salini, le même qui en mai 68, qualifiait les manifestants de « pègre »).

« Ecarteleurs de la nation » a vitupéré le ministre légionnaire Messmer.

Quant aux marxistes-révolutionnaires, visiblement pris au dépourvu, ils se sont contentés d'une formule générale contre le capitalisme et la répression. Or, cela ne suffit plus aujourd'hui. Dans le cadre de la crise du capitalisme, les luttes séparatistes sont amenées à prendre de l'extension. L'article qui suit ne veut traiter que du cas précis de la Corse, et susciter un débat.

UN COLONIALISME AUX RACINES HISTORIQUES

C'est en 1769 que les milices corsees sont écrasées à Pontenovo par les troupes françaises. Cette victoire militante met fin à une expérience originale de société républicaine vingt ans avant le continent. L'acharnement que met l'Ancien Régime à conquérir cette île est dû à sa situation géographique exceptionnelle pouvant rivaliser avec celle de la Sicile ou de la Sardaigne. A la fin du 18^e siècle, toutes les puissances recherchent des ports, des débouchés pour le marché pré-capitaliste. De surcroît, les richesses naturelles sont nombreuses dans le sous-sol corse : anthracite, antimoine, cuivre, plomb, argent.

Jusqu'en 1870, les émeutes vont succéder aux émeutes, les répressions aux répressions. L'Etat français va tout faire pour maintenir l'île à un niveau économique très faible : il supprime toute aide financière. Déjà s'amorce un courant d'émigration très important : les corses vont remplir les rangs de l'armée, des chiourmes ou plus simplement des cimetières militaires à l'occasion des guerres. Sans débouchés, les insulaires, expatriés

à Marseille, deviennent aisément truands ou politiciens véreux (Sabiani).

Bastia et Ajaccio servent de ports pour les besoins du continent. La population intérieure, majoritairement réunie dans le centre de l'île, vit d'élevage et de petites cultures. En effet, les marais couvrent ce qui est aujourd'hui la plaine orientale et le paludisme fait des ravages.

C'est en 1945 que les Américains désinfectent cette région permettant quelques essais de monocultures mais cette tentative tourne court faute d'argent. Cela va durer jusqu'aux années 60.

LE COLONIALISME : UNE REALITE ECONOMIQUE

Le pouvoir a toujours considéré l'île de beauté comme son fief. L'arrivée de De Gaulle en 58 institutionnalisait une mendicité quasi totale de la population.

Moyennant un bulletin de vote « bien pensant », l'Etat accordait à tort et à travers des pensions aux vieux qui restaient sur l'île. Celle-ci coûtait cher à l'Etat français mais ses voix étaient acquises au pouvoir. Bien entendu, il fallait maintenir la Corse dans un état de sous-développement faute de quoi plus besoin de pensions.

C'est l'arrivée des pieds-noirs en 62 qui va susciter un réveil économique et politique.

Grâce aux subsides du gouvernement, les rapatriés vont rapidement mettre en valeur une terre autrefois couverte de maquis. Avec des travailleurs algériens, ils plantent des vignobles, des champs de maïs. En un mot la Corse rattrape son retard.

Seulement voilà cela se fait sans les corses. L'argent profite seulement aux pieds-noirs et à la métropole. Et puis, on avait tant dit aux insulaires que leur île était stérile qu'ils avaient fini par y croire.

Or, avec les moyens financiers qu'on leur avait toujours refusé, des « étrangers » soutiraient du sol des richesses naturelles qui auraient dû leur revenir.

Parallèlement le tourisme se développe mais au profit des sociétés continentales. Par exemple le Club Méditerranée qui bloque les plages et envahit littéralement le pays. Là encore, les corses voient l'argent passer mais ne touchent pas un sou. La colère des paysans de Casa Bianca, les plasticages, le réveil autonomiste s'inscrit dans le cadre du colonialisme.

QUEL AUTONOMISME ?

Aujourd'hui un changement de mentalité s'est amorcé. Autrefois 5000 corses quittaient l'île annuellement. Désormais les jeunes veulent rester faire leurs études dans leur pays : c'est pourquoi la revendication portant sur la création d'une université à Corte a mobilisé tant de personnes.

Ils veulent parler leur langue qui chez eux est plus naturelle que le français.

Actuellement, toutes ces aspirations sont floues et prennent de dangereux aspects anti-français : « Francesi, Arabi, Piedi Neri tutti fora » (Français, Arabes, Pieds-Noirs, tous dehors) est un sentiment partagé par beaucoup. La sous-politisation chronique de l'île pèse lourd. L'A.R.C. (Azione per la rinascita della Corsica) en est l'exemple le plus flagrant : séparatistes réformistes de droite, ses membres demandent l'autonomie dans le cadre français, sans préciser quelle autonomie, pourquoi, avec qui ?

Le PPC, à propos de l'arrestation

de Stromboni et de Filidori, parlait des « patriotes corses », comme si le terme recouvrait une réalité.

L'affaire des boues rouges a permis à beaucoup de corses de comprendre ce qu'est le capitalisme. La grève générale qui s'en suivit toucha les 300 000 salariés de l'île. Un message fut envoyé aux ouvriers de la Montedison leur demandant d'arrêter la pollution.

C'est dans ce sens que l'autonomisme doit se développer : pas de compromis avec la bourgeoisie locale comme Rocca Serra, Giacobbi et compagnie.

Qu'on le veuille ou non, les rythmes du développement des luttes en Corse dépendent en partie de celles du continent même s'il existe des spécificités comme le colonialisme. Une propagande intensive doit être faite en direction des travailleurs français pour leur expliquer le sens de la lutte pour l'autonomie. Mais une chose doit être claire : la bourgeoisie française ne lâchera pas la Corse de son plein gré, car ce serait cracher sur son unité nationale et cela elle ne peut le faire sans danger comme l'illustrent les récentes dissolutions.

La libération de Stromboni est une victoire pour tous ceux qui s'étaient mobilisés contre la répression. Elle marque un recul du pouvoir qui visiblement ne s'attendait pas à une telle réaction.

Il est important que les marxistes-révolutionnaires fassent un travail conséquent sur une base de lutte des classes. Faute de quoi l'île de beauté risque de retomber dans l'apathie d'hier où d'évoluer vers le fascisme comme cela avait pu se dessiner au moment de la guerre d'Algérie.

X. Cartadgiola



PH. KAGAN

DE SAIGON A DJAKARTA

DOSSIER
INDOCHINE

Voilà un an, les accords sur le Vietnam étaient signés à Paris. Depuis révolution et contre-révolution continuent à s'affronter dans toute l'Indochine. Cela, « Rouge » l'avait prévu, dès la publication par la RDVN du texte mis au point lors des accords Kissinger-Le Duc Tho. Le fait que les combattants vietnamiens aient dû abandonner leurs exigences de démantèlement préalable à tout accord militaire et politique de l'administration Thieu, montrait que l'impérialisme américain n'avait pas abandonné ses visées néo-colonialistes et qu'il gardait — avec le régime fantoche et son armée — un instrument non négligeable d'intervention. Mais ce que nous avions aussi prévu, c'est que les accords offraient un cadre plus favorable à la lutte des peuples indochinois que la poursuite de l'escalade et de l'intervention massive et directe des forces américaines. Parce qu'ils illustraient une réorientation de la stratégie US sur la base de l'échec relatif de la « vietnamisation » après celui de la guerre locale. Les mois qui s'annonçaient alors devaient enregistrer une transformation du rapport de forces en faveur des révolutionnaires. Il est nécessaire aujourd'hui de vérifier si cette perspective s'est effectivement réalisée. Mais la révolution au Sud-Est asiatique ne se limite pas aux pays de l'ancienne Indochine sous domination française. Le réveil des mouvements étudiants thaïlandais, malaisien et indonésien est un symptôme de l'actualité nouvelle qu'acquiescent les luttes urbaines dans les autres pays de cette région. Et ce réveil permet de poser encore une fois le problème de l'unification nationale des processus sociaux et révolutionnaires éclatés qui se développent au sein de chacun de ces pays ; de la jonction des luttes des travailleurs urbains, des minorités ethniques et religieuses, des paysanneries et des guerillas communistes. Sur cela aussi, il nous faut commencer à faire le point. Car il s'agit là d'une des voies de développement d'avenir de la révolution asiatique.

Pierre ROUSSET

L'Indochine un an après les accords de Paris

L'accord du 27 janvier 1973 ne portait que sur le Vietnam. La RDVN et le GRP avaient fermement refusé de mettre en cause l'autorité et l'indépendance propre du FUNK-GRUNK cambodgien et du FPL laotien. Il était cependant suivi, le 21 février d'accords sur le Laos et le 15 août, après une intensification sans précédent, les bombardements systématiques du Cambodge par les USA étaient interrompus. C'est la révolution indochinoise dans son ensemble qui entrait dans une nouvelle phase. Et aujourd'hui, malgré l'existence de profondes différences dans les processus engagés au Cambodge, au Laos et au Vietnam, c'est à cette échelle qu'il faut tenter d'appréhender l'évolution du rapport de force enregistré en 1973.

La carte militaire de l'Indochine en ce début d'année 1974 est révélatrice. Au Sud-Vietnam l'extension géographique des zones libérées n'a pas connu en douze mois de modification qualitative. Les « opérations d'empiètement » (35.000 !) menées par l'armée fantoche ont marqué certains points localement, mais les contre-offensives engagées par le GRP et les FAPLN aussi — surtout depuis cet été. Le réarmement s'opère de part et d'autre et à assez nombreuses reprises, les troupes de Thieu ont subi de lourdes pertes en hommes et matériel. Surtout, la localisation des combats confirme la réalité de la « peau de léopard » des zones libérées et le rôle qu'elles peuvent jouer en conséquence dans l'actuelle politique du GRP. Leur ossature au Sud-Vietnam s'adosse aux zones libérées laotiennes et cambodgiennes et à la RDVN, les « taches » de la peau de léopard multiplient les contacts avec les zones les plus peuplées du sud, jusqu'à proximité

des grandes agglomérations urbaines, y compris Saigon. Elles s'étendent sur une part considérable du territoire sud-vietnamien et la localisation des zones actuellement « contestées » (plaines côtières du centre, delta du Mékong...) accentuent les grands traits de ce tableau.

Au Laos, où les combats sont pour l'essentiel arrêtés, le commencement de mise en application des accords a vu l'arrivée d'environ 1700 combattants des FPL à Vientiane et de plus de 1000 autres à Louang-Prabang en vue de la « neutralisation » de ces deux villes. Mais c'est surtout au Cambodge que la carte des zones libérées a qualitativement évolué favorablement grâce aux offensives poursuivies sous les intenses bombardements US des six premiers mois de 1973. De très nombreuses positions et poches, de très nombreux villages ont été

L'Indochine un an après

enlevés et libérés. La zone tenue par les fantoches s'est rétrécie au point que Lon Nol ne contrôle plus militairement qu'un Phnom-Penh et quelques chefs lieux provinciaux encerclés, quelques tronçons de route et — encore — le Mékong.

Dans l'ensemble, l'évolution du rapport de force militaire est illustré par le degré de résistance des zones libérées au sud, le renforcement de la situation stratégique du FPL au Laos et l'avancée très importante gagnée par les FAPLNK au Cambodge. Plus encore, elle est dominée par l'arrêt de l'escalade US et le retrait (hormis 25.000 conseillers US au Sud-Vietnam et quelques centaines d'autres du corps expéditionnaire US. Quelque soit l'effort de surarmement de l'armée fantoche entrepris par les USA, ce retrait partiel a modifié favorablement le cadre d'ensemble de la révolution indochinoise. Car la question n'est pas seulement militaire. L'arrêt de l'escalade US est un des éléments qui a permis de faire évoluer profondément le rapport de force économique et social.

REVOLUTION SOCIALE ET CRISE ECONOMIQUE

« Aujourd'hui, dans les zones libérées, nous pouvons vivre à l'air libre et non plus dans des souterrains » déclarait Mme Minh, membre de la délégation du GRP, lors d'un récent meeting de solidarité. La politique du GRP consiste en conséquence aujourd'hui à profiter de cet état de chose pour renforcer socialement et économiquement les zones libérées tout en pesant sur la crise qui secoue les zones de Saigon. La réforme agraire a été accélérée, avec notamment la constitution d'« équipes d'entraide » entre les paysans, impulsant ainsi le travail collectif. Des aides financières et en machines sont allouées par le GRP, un jumelage entre des zones libérées et des régions de la RDVN permet d'accélérer et d'organiser sur un mode populaire l'aide du Nord (envois d'outils, de semences, etc.) Des familles originaires du Sud et qui s'étaient provisoirement établies au Nord reviennent. Des terres, du matériel et des finances sont allouées aux réfugiés ou aux soldats qui quittent les zones fantoches pour venir s'installer dans les régions sous contrôle du GRP. Des plans d'extension et d'intensification de la production sont mis en application (récupération de terres par le nivelage des champs de bombes, double récolte de riz, nouvelles semences, etc.). Dans les zones libérées qui sont aujourd'hui solidement protégées des combats, le GRP construit toute une infrastructure (voies de communication, travaux hydrauliques d'ampleur...).

Le contraste entre les zones libérées, où l'on mange à sa faim — et les zones sous contrôle fantoche où la crise économique et sociale s'affirme toujours plus dramatique, devient un facteur révolutionnaire de première importance. A Saigon un salaire mensuel moyen permet tout juste d'acheter le riz nécessaire à l'entretien d'une famille ! Et le chômage s'étend rapidement. Le régime fantoche est incapable de surmonter la crise née du désengagement relatif américain qui, avec le retrait du corps expéditionnaire US, a condamné l'ancienne « économie de guerre » artificielle qui lui permettait « d'acheter » une étroite base sociale. Une tendance, perlée mais constante, au retour des réfugiés dans leurs anciennes régions s'affirme. Surtout, cette situation nourrit, derrière le carcan policier, une opposition urbaine effective.

De cette opposition, peu de choses percent à l'étranger. Elle reste souterraine pour une large part. Mais certains symptômes attestent de sa réalité. En voici deux exemples : Thieu a tenté d'instaurer une TVA très lourde pour trouver de nouvelles sources de financement. Une profonde réaction sociale se déclencha alors, mobilisant aussi bien des syndicats ouvriers que le

petit commerce du marché saïgonnais. Et le plan de TVA fut pratiquement et pour l'essentiel abandonné. Par ailleurs, on sait la volonté de Thieu de ne pas relâcher les cadres politiques qu'il détient dans ses bagnes et prisons, ou de ne les relâcher qu'au compte-gouttes et dans les zones libérées afin qu'ils ne puissent aider à la poursuite du mouvement urbain. Or, si globalement, le problème des prisonniers civils reste entier, certaines victoires significatives ont été emportées. A témoin la libération à Saïgon, après une campagne internationale de Mme Ngo Ba Thanh, présidente du mouvement des femmes pour le droit à la vie. Depuis, elle continue à découvrir son combat. Voilà 15 jours, elle a tenté de tenir une conférence de presse. Le bouclage policier du quartier considéré en a interdit la tenue. Mais entre-temps, elle avait réussi à en imposer une autre dans un grand hôtel saïgonnais et participe à de nombreuses réunions. (telle dernièrement avec l'Association des anciens étudiants catholiques).

Les projets américains prévoient, au Sud Vietnam, l'élargissement des zones sous contrôle militaire fantoche et le développement économique du régime Thieu grâce aux investissements étrangers. Un an après, ces deux objectifs ne sont toujours pas réalisés. Et ce qui est vrai pour le Sud-Vietnam l'est aussi pour le Cambodge — et — bien que probablement dans une moindre mesure, pour le Laos : le pourrissement interne des régimes fantoches, l'accroissement des contradictions politiques et sociales dans leurs zones, face au renforcement des régions libérées, prépare progressivement les conditions de soulèvements insurrectionnels et révolutionnaires dans les zones urbaines.

« L'ARME DES ACCORDS »

La signature des accords du 27 janvier sur le Vietnam reflétait un double processus : la mise en échec de la stratégie américaine par les peuples d'Indochine et la montée de l'opposition mondiale à la politique nixonienne d'une part, l'isolement relatif sur la scène internationale des révolutionnaires indochinois vue la politique de trahison et de coexistence pacifique affirmée par les bureaucraties soviétique et chinoise. De là naissait et le recul américain et la nécessité d'une lutte encore prolongée et difficile pour obtenir la victoire finale. Accords de compromis donc, et qui plus est, accords inévitablement inappliqués par l'impérialisme et ses protégés. Car il n'y a pas de moyen terme qui puisse être déterminé entre la révolution et la contre-révolution.

Mais de ces accords de compromis, le GRP a su faire une arme de fraternisation, facilitant les contacts avec les soldats de l'armée fantoche, les oppositions religieuses etc. C'est-à-dire un moyen de désagréger la base des piliers sur lesquels repose le régime Thieu (et si son armée reste toujours active, les exemples de soldats ou de régiments passant à la révolution ne manquent pas), comme de rallier à sa stratégie des forces sociales et politiques non encore complètement acquises (catholiques, bouddhistes, etc.). De même au Laos, les accords du 21 février se sont fait essentiellement sur la base des propositions du FPL et ont vu l'éclatement de la droite entre Souvanna Phouma et les grandes familles oligarchiques. Au Cambodge, le

FUNK-GRUNK a considéré que — quelques soient les difficultés qui restaient à vaincre — l'affaiblissement du régime Lon Nol était tel qu'aucune demande de compromis n'était nécessaire.

Sur le plan international, le GRP et le GRUNK ont lancé une grande offensive diplomatique pour être reconnu comme l'unique représentant authentique de leurs populations.

A la conférence d'Alger (dite des « pays non alignés ») tous deux ont enregistré d'importants succès. Le GRUNK a de même marqué des points à l'ONU et obtenu pour la première fois le soutien de l'URSS et du camp stalinien, au prix d'une difficile volte-face de ces derniers. Et si le mouvement anti-impérialiste de par le monde, et notamment aux USA, a connu un profond déclin (malgré la poursuite d'action telle la manifestation de Milan en mai 1973), la crise de l'administration Nixon lui interdit d'en profiter effectivement.

C'est dire qu'aussi bien sur le plan politique et diplomatique que militaire, économique et social, le front révolutionnaire indochinois a marqué d'importants points depuis un an.

UNE « LOTTE DURE ET COMPLEXE »

Le rapport de forces a donc effectivement évolué favorablement. Ce qui ne veut pas dire que la lutte est d'ores et déjà gagnée. Si la « vietnamisation » n'a pas donné les résultats escomptés par Washington, elle aura néanmoins permis de constituer, au Sud-Vietnam, une armée, un appareil de répression et un réseau d'intérêts qui ne peuvent être abattus sans mal. Le surarmement des régimes fantoches en est le symbole. D'autant que la résistance indochinoise a du faire face à de difficiles problèmes politiques tel le besoin de réorganisation et recomposition des forces après l'offensive de 1972 au Sud-Vietnam qui a du coûter très cher aux troupes du FNL et de la RDVN ; la réorientation d'une stratégie assignant une place nouvelle à la lutte politique et

urbaine, l'harmonisation des politiques des FPL au Laos, de la RDVN, du GRP-FNL au Sud-Vietnam et du GRUNK-FUNK au Cambodge, toujours étroitement solidaires mais confrontées à des situations plus différenciées que lors des offensives générales (application d'accords au Laos, offensives militaires au Cambodge, reconstruction en RDVN, situation de « ni guerre ni paix » au Sud-Vietnam) ; apparition de contradictions au sein du FUNK-GRUNK entre Sihanouk et les khmères rouges du fait de l'approfondissement social de la révolution.

Tout cela réclamait — et réclame probablement encore, notamment au Sud-Vietnam — du temps. Au Cambodge, la bataille de Phnom-Penh est certes commencée, mais dans le cadre d'une stratégie qui reste progressive. Au Laos, le FPL avance prudemment ses pièces, synchronisant ses mouvements avec ceux de la révolution indochinoise dans son ensemble pour ne pas se retrouver trop isolé. Au Sud-Vietnam, le GRP visiblement ne pense pas que les contradictions internes du régime fantoche aient atteint un degré tel qu'elles lui permettent de pousser brutalement ses offensives politiques ou militaires.

Une lutte qui s'est déroulée dans un contexte plus favorable que celui de la poursuite de l'escalade américaine, donc, mais qui reste « dure et complexe ». Une lutte cependant qui bénéficie aujourd'hui de la paralysie relative de l'administration Nixon et d'un réveil régional des luttes étudiantes anti-impérialistes et anti-dictatoriales.



SOUTIEN TOTAL JUSQU'À

Le réveil des luttes étudiantes et urbaines

Voilà trois mois, en Thaïlande, des manifestations étudiantes massives tournaient à l'émeute et précipitaient la chute de la dictature militaire des généraux Kitticachorn et Charusatien. L'octobre thaïlandais recevait un profond écho dans les autres pays du Sud-est asiatique et préluait à de nouvelles mobilisations régionales. De nombreux contacts étaient noués et le voyage du premier ministre japonais Tanaka provoquait leur déclenchement. A Bangkok (Thaïlande) de nouvelles manifestations éclataient les 10 et 11 janvier tandis que le 14, deux cents étudiants, malgré l'interdiction sévère des autorités, le brûlaient en effigie à Kuala-Lumpur (Malaisie). Elles culminaient le 15 janvier à Djakarta (Indonésie) et, là aussi, se transformaient en émeutes. La répression policière, féroce, fit au moins 8 morts et de nombreux blessés. A la différence de la

Thaïlande précédemment, la dictature militaire se maintenait. Mais Suharto se voyait obligé de modifier la composition gouvernementale.

Quand on sait que le mouvement étudiant thaïlandais était réputé pour sa passivité et que les étudiants indonésiens avaient soutenu le sanglant coup d'Etat de Suharto en 1965-1966 (coup d'Etat qui fit de 300.000 à un million de victimes chez les présumés sympathisants communistes), on mesure combien ces mouvements sont le symptôme d'un important changement de climat politique régional. Les thèmes de ces mobilisations sont de même révélateurs. L'impérialisme japonais n'est pas seul dénoncé. Les manifestants s'attaquaient aussi bien à l'influence américaine et au rôle de la CIA, à l'inflation, la crise économique et la corruption, l'absence de libertés démocratiques.

LE REVELEUR JAPONAIS

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le Japon cristallise aujourd'hui le mouvement anti-impérialiste en Asie du sud-est. Depuis 1965, son influence économique ne cesse de grandir dans la région, aidé par les USA qui sont à la recherche de « gendarmes régionaux » du monde capitaliste, relais nécessaires pour suppléer aux limites et difficultés du « gendarme mondial » mis à mal en Indochine. Le capital japonais tisse avec ses « partenaires » des liens classiques de domination : il importe des matières

premières (cuivre philippin, bauxite de Malaisie et d'Indonésie, nickel et pétrole indonésien, etc.). Il y exporte ses produits manufacturés et des équipements. Par le biais des « réparations de guerre », puis de « l'aide » (intéressée...) le capital japonais contrôle d'importantes branches et firmes aux Philippines, en Indonésie, en Thaïlande (où il est présent dans 273 entreprises !), à Singapour et en Malaisie. Il bénéficie ainsi d'une main d'œuvre à bon marché et... exporte ses industries les plus polluantes ! La dette extérieure de ces pays à l'égard du Japon ne cesse d'augmenter, créant un véritable lien de dépendance. La crise de l'énergie - et la menace qu'elle fait peser sur l'Archipel nippon - vont amener le gouvernement japonais à tenter de diversifier encore ses échanges mondiaux tout en accentuant le contrôle sur ses voisins.

Les conséquences de l'emprise japonaise sont durement ressenties, surtout en cette période de difficultés économiques liées au retrait partiel américain d'Indochine et à la crise du pétrole. Contribution au maintien de son développement et à l'affaiblissement des bourgeoisies autochtones, déformation du développement industriel (qui provoque une surproduction de maïs en Thaïlande, production de luxe en Indonésie...); fermetures intempestives d'entreprises sans souci des conséquences sociales (comme dans le textile à Bangkok); envahissement des marchés nationaux par les produits japonais accompagnés d'une publicité arrogante et omniprésente. Il n'avait pas fallu attendre le voyage de Tanaka pour voir apparaître l'opposition à « l'affreux nippon ». En novembre 1972, les étudiants thaïlandais avaient mené une campagne de 10 jours contre l'achat des marchandises japonaises. Le plus grand super-marché japonais de Bangkok avait vu ses ventes baisser de 40% ! Plusieurs semaines avant l'arrivée du premier ministre de Tokyo, une trentaine de dirigeants étudiants de Bandoueng (Indonésie) avaient occupé l'ambassade japonaise afin d'y remettre un mémoire dénonçant les méfaits des investisseurs de l'archipel nippon.

L'ÉLARGISSEMENT DES FORMES DE LUTTE

C'est évidemment en Thaïlande que la dénonciation de l'impérialisme japonais s'est accompagnée le plus vigoureusement de campagnes contre son grand frère américain. L'engagement de ce pays dans la guerre d'Indochine, l'arrogance de l'ambassadeur des USA, la présence de nombreuses bases militaires, la présence pesante de la CIA - tout dernièrement encore un agent de cette centrale s'est fait passer pour un dirigeant de maquis communiste et fit en son nom des propositions de paix !... alimentent les protestations. Mais l'élargissement des thèmes anti-impérialistes n'est pas propre à ce seul pays. En Indonésie aussi, le « lobby de la CIA » est dénoncé et la venue, le 12 novembre, du ministre Hollandais de la coopération, président du groupe inter-gouvernemental d'aide à l'Indonésie, a provoqué la mobilisation de plusieurs centaines d'étudiants à l'aéroport.

Surtout, le mécontentement se tourne contre les régimes militaires, incapables d'assurer un minimum de libertés démocratiques et d'éviter l'inflation, l'aggravation des conditions de vie populaires, le chômage étudiant. En Thaïlande, le Centre national des étudiants avait fait campagne pour l'adoption d'une constitution et contre l'emprise des militaires sur les universités.

En Indonésie les thèmes de manifestations se multiplient : une résolution du Conseil étudiant des universités d'Indonésie, la « pétition du 24 octobre » énumère les griefs : absence de légalité, corruption, abus de pouvoir, hausse du prix du riz, chômage, absence de canaux institutionnel permettant l'expression de la volonté populaire... Des manifestations contre le nouveau projet de loi sur le mariage se sont déroulées à Djakarta (le 27 septembre et le 6 décembre) et à Bandoueng (le 20 octobre). Au nom des libertés individuelles, une résistance de masse s'est déclenchée, face à la volonté des militaires, de couper les cheveux longs des jeunes. D'importants amendements à la Constitution sont réclamés. Toutes ces revendications se retrouvèrent lors des manifestations anti-japonaises de mi-janvier. 522 voitures et 137 motos avaient alors été incendiées ou endommagées par les « émeutiers ». Et en Indonésie, la voiture est symbole de richesse !

L'opposition anti-japonaise rencontre donc les problèmes politiques et sociaux sur lesquels les luttes ouvrières et paysannes peuvent s'articuler. En Indonésie comme à Djakarta, les étudiants en lutte ont d'ailleurs reçu un massif soutien populaire. La jonction n'est cependant ni immédiate ni inévitable. Le mouvement étudiant reste, en effet, l'enjeu d'une lutte pour sa direction.

REVOLUTION SOCIALISTE OU EVOLUTIONISME BOURGEOIS ?

C'est en Thaïlande que ce processus est le plus clair. La tentative (partiellement et momentanément réussie) de récupération des luttes étudiantes et d'intégration du CNET à l'Establishment se poursuit activement : les milieux politiques thaïlandais discutent du futur gouvernement et semblent opter pour la formation d'une équipe autour du docteur PUEY UNGPHAKORN, ancien directeur de la banque de Thaïlande. Leur problème : mettre en avant des hommes politiques bourgeois capables et bénéficiant d'un label réformiste et d'une autorité morale suffisante pour éviter le rejet des étudiants dans l'opposition.

Mais parallèlement, les luttes ouvrières stimulées par la chute de la dictature se sont multipliées, pour la première fois elles se sont étendues aux entreprises nationalisées et au secteur public des services.

Mieux, beaucoup de ces luttes ont obtenu très rapidement gain de cause : dans les chemins de fer (augmentation des salaires et salubrité), la banque de AYUDHAYA (salaires), la télévision (démission du directeur de la 3ème chaîne)... jusqu'aux employés du zoo qui menaçaient de lâcher lions et tigres dans les rues...

C'est à ce double processus - intégration bourgeoise - mobilisation ouvrière, qu'a correspondu la scission dans le mouvement étudiant thaïlandais et la création du groupe radical de SEKSAN PRASERTKUL, le FIST. Phénomène important, ce groupement, réduit en nombre mais très militant, n'est plus confiné dans la seule université de Thammasat mais s'est implanté dans cinq autres universités au moins (Chulalongkorn, Kasetsart, Chiang Mai et Ramkhamhaeng). Il est probable que le mouvement étudiant indonésien, largement dominé aujourd'hui par les formations religieuses islamiques, connaîtra lui-aussi des clivages ultérieurs.

Le problème est né du retard des formations communistes en milieu urbain. Les mouvements révolutionnaires se sont, ces dernières années, surtout développés au sein des minorités ethniques, compte-tenu de l'écrasement du PKI indonésien en 1965-66. L'actuel réveil des luttes urbaines peut permettre de dépasser enfin cet état de chose. Mais le problème n'est pas simple, vu l'éclatement et la diversité sociale, religieuse, ethnique et politique qui caractérisent la majeure partie des pays du Sud-est asiatique.



LA VICTOIRE FINALE !

Unification nationale et internationalisation des luttes

L'unification nationale des luttes se heurte, dans les pays du Sud-est asiatique à des difficultés de toutes sortes. Le peuplement de ces régions est le fait de mouvements de « colonisation » successifs, l'ethnie actuellement « majoritaire » occupant généralement les vallées et ayant repoussé les habitants antérieurs sur les plateaux, les flancs ou les crêtes montagneux. Il s'en est suivi une extraordinaire diversité linguistique (on parle 110 langues différentes en Birmanie !) et économique. Certaines tribus vivaient (et vivent encore) de chasse et de cueillette alors que dans les vallées se développait une société asiatique fondée sur la culture du riz inondé.

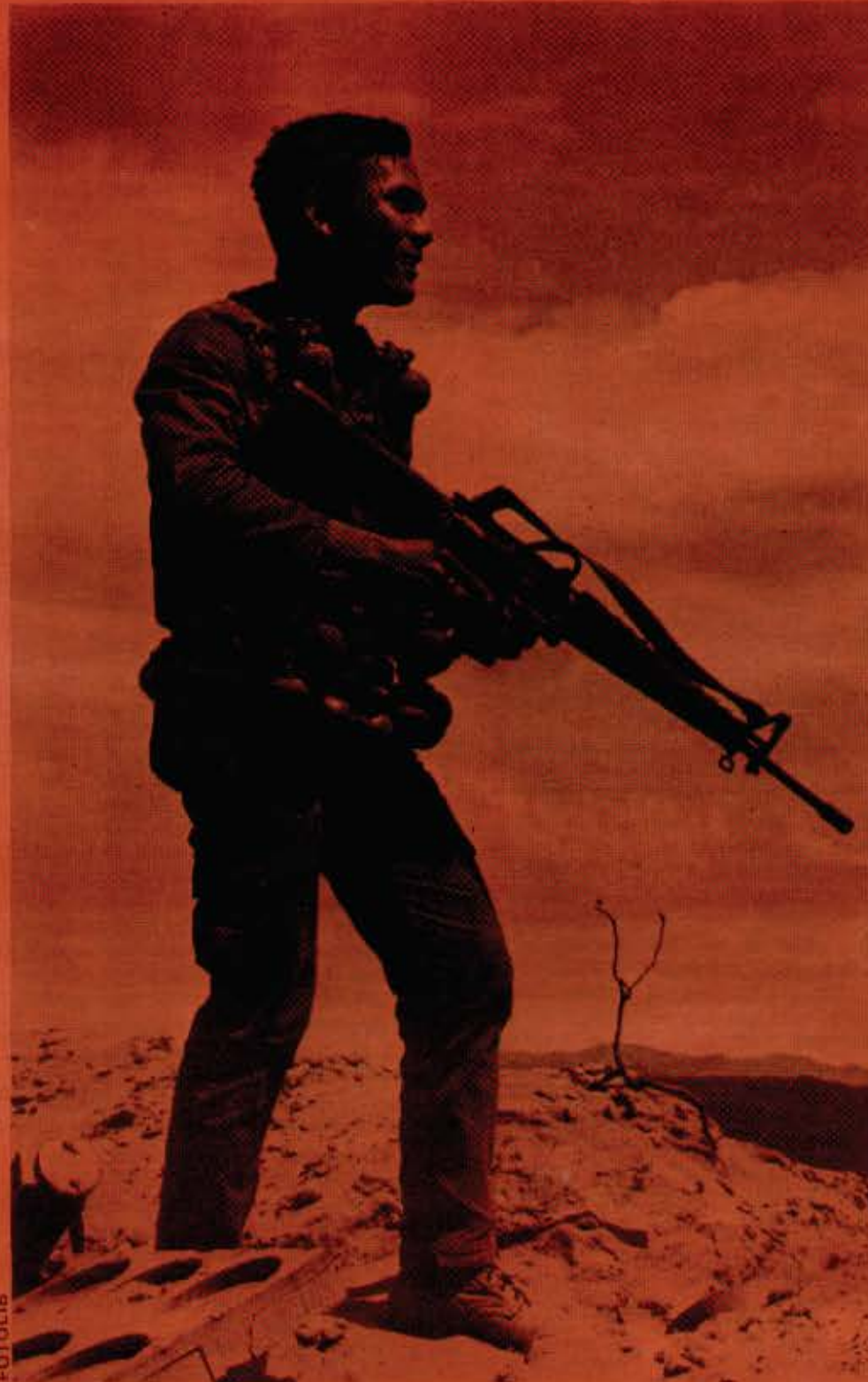
L'introduction d'une économie monétaire, avec la colonisation notamment, ne permet de dépasser que très progressivement cet état de chose et multiplie par ailleurs les distorsions dans le développement économique de ces pays. Avant l'arrivée des européens, une importante immigration chinoise et indienne, formée de travailleurs urbains et de commerçants et industriels, a atteint une telle ampleur qu'elle a constitué (et constitue parfois encore) un problème politique majeur. Les métropoles européennes ont appliqué là comme ailleurs, la devise « diviser pour régner » accentuant les tensions entre communautés. Et la géographie — aidée en cela par la définition des frontières partiellement en fonction des zones d'influence britannique, française et hollandaise — n'aide généralement pas les gouvernements centraux à asseoir leur autorité : les ethnies minoritaires vivent dans des zones montagneuses d'accès souvent très difficile, l'Indonésie est composée d'un immense chapelet d'îles... L'opposition des religions (animistes, islamiques, bouddhistes, confucéens, chrétiens...) complète le tableau. Or, bien souvent, les partis politiques naissent au sein d'ethnies, de nationalités ou de communautés religieuses particulières. Et les partis communistes auront souvent beaucoup de mal à échapper aux limites de leur localisation originelle.

LES MINORITÉS ETHNIQUES : L'EXEMPLE DE LA BIRMANIE

La Birmanie, entre tous les pays du Sud-est asiatique, est dominé par le problème des minorités ethniques. Les Birmans proprement dit ne constituent qu'à peine 50 % de la population totale. Ils occupent l'essentiel de la plaine centrale de l'Irrawaddy. Toutes les zones frontalières sont occupées par des minorités (Araçans, Chins, Kachins, Shans, Kayah, Karens, Mons...). Le gouvernement de Rangoon n'a jamais réussi à établir réellement son autorité sur nombre de ces nationalités. En fait, des régions entières sont en dissidence prolongée et constituent des « États dans l'État ». Les guerillas y sont permanentes mais n'impliquent pas pour autant l'existence d'un réel mouvement révolutionnaire en cours.

Ces mouvements sont avant tout des autonomistes et la faiblesse du pouvoir central leur permet souvent de défendre leurs prérogatives sur la base des structures socio-culturelles pré-existantes. La défense de l'indépendance ou de l'autonomie, peut apparaître plus comme une défense de l'état des choses que comme l'aube d'un bouleversement social. Et dans cette perspective, le choix des alliés politiques renvoie souvent au simple adage « les ennemis de nos ennemis sont nos amis ». Les Karens ont souvent joué, par exemple, la carte britannique contre les Birmans. Et en 1971 ils ont accueilli, bien qu'avec quelque méfiance, le semblant d'armée mise en place par l'ancien premier ministre UNU pour lutter contre son successeur NEWIN... avec, semble-t-il, l'appui de quelques compagnies pétrolières et des militaires thaïlandais.

La tâche du parti communiste dans de



FOTOLIB

tels pays est donc double : prendre pleinement en charge les revendications nationales des ethnies minoritaires, mais d'un mouvement profondément centrifuge faire un mouvement centripète, opérant sa jonction avec les autres ethnies minoritaires et la lutte des travailleurs de la nationalité majoritaire. Cela, le PC vietnamien l'a réussi. Mais il paraît d'une implantation chez les Kims, Vietnamiens des plaines. La tâche est encore plus ardue dans les cas où le PC est né chez des ethnies minoritaires. Tel est le cas en Birmanie où ses forces armées contrôlent essentiellement l'est des pays SHANS (où elles sont en relation « conflictuelle » avec l'armée Shan-SSA). La constitution de ces forces fut en effet facilitée par l'existence de cadres communistes, membres de ces communautés de l'autre côté de la frontière chinoise et par l'aide directe reçue de Pékin. Tel est aussi le cas en Thaïlande où le PCT est implanté chez les Méos, les Laos et les musulmans du sud, mais fort peu, semble-t-il chez les Thaï et notamment dans les centres urbains.

L'IMMIGRATION CHINOISE, L'EXEMPLE MALAIS

D'importantes communautés chinoises et indiennes ont essaimé en Birmanie, Thaïlande, Indonésie, etc. Elles furent l'objet de la rancœur des populations locales. Vu leur statut économique privilégié : commerçant chinois, prêteurs sur gage indiens... ils cristallisaient l'opposition culturelle, ethnique et de classe. Les bourgeoisies autochtones,

avidées de prendre leur place et à la recherche de boucs émissaires face au mécontentement des populations locales, ont souvent utilisé ces antagonismes. Tels les généraux Kitticachorn et Charusatien qui justifient le coup d'État militaire thaïlandais de 1971 par le danger de voir la communauté chinoise passer au communisme.

Mais le cas de la péninsule malaise est particulièrement caricatural.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la communauté chinoise est majoritaire dans l'ensemble de la péninsule. Les malais forment la paysannerie et Singapour, la principale ville, est composée pour 3/4 de chinois. L'immigration y est permanente. Or le Parti communiste malais va naître au sein de cette communauté chinoise.

Quand en 1948, il se lance dans la lutte armée contre la présence britannique, il s'appuie notamment sur une communauté chinoise d'environ 500.000 âmes qui avaient « émigré » de Singapour vers la bordure de la forêt vierge. Ils avaient pris la fuite devant la guerre, devant les pogromes anti-chinois qui avaient accompagné l'arrivée des troupes japonaises. Après douze ans de lutte armée il sera finalement battu par la contre-insurrection anglaise.

Mais ce qui a assuré cette victoire britannique, ce fut l'isolement du PCM par rapport à la communauté malaise. La Grande-Bretagne décide en effet de déplacer tout simplement la communauté chinoise qui habitait près des forêts et de la regrouper dans des zones de faible influence communiste. Mais cette

politique (« vider l'eau du bocal » ou nage le poisson communiste) ne fut possible que parce que 10 % seulement de la population était en cause. Appliquée au Vietnam (les « hameaux stratégiques ») elle échoua, parce qu'il fallait là détruire une société rurale toute entière.

Depuis, le PCM a repris la lutte armée. Et, paradoxalement, il est peut-être en train de gagner une implantation malaise grâce à ses liens... avec l'insurrection musulmane en Thaïlande. Il espère gagner ainsi le cadre qui lui permettrait de rompre la méfiance que lui vaut son qualificatif d'organisation « chinoise ». Dans cette perspective, un nouveau secrétaire général aurait (?) été élu, un malais, RASHID MYDIN.

D'UNE DIFFICULTÉ A UNE QUALITÉ

Il ne s'agit là que de quelques exemples qui montrent pourquoi, hormis l'Indochine, le Sud-est asiatique est une région du monde qui connaît un état d'insurrection quasi-permanente, mais où le processus de révolution socialiste reste tardif.

Cet état de morcellement, une fois dépassé politiquement, peut cependant devenir une grande force d'extension de la révolution. Les frontières sont en effet ici, plus fictives qu'ailleurs, les mêmes communautés les chevauchent. Le contact est fait avec la Chine et la révolution indochinoise. Le contact peut-être fait avec le sous-continent indien, véritable poudrière. Ce qui est encore facteur d'éclatement des révolutions nationales peut devenir demain un puissant stimulant à l'internationalisation des luttes.

Reste à résoudre le problème politique. Une occasion a déjà été perdue avec le coup indonésien de 1965-66. Le PKI était alors le plus puissant parti communiste d'Asie, compte non tenu des pays où la révolution avait déjà vaincu. Il organisait environ 20 millions de sympathisants. Son influence était maximale dans le cœur politique du pays, l'île de Java. Malgré cela, il fut abattu presque sans combat. Pour avoir cru au « passage pacifique » et à la « voie indonésienne » vers le socialisme.

En dehors des pays indochinois, les partis communistes du Sud-est asiatique sont d'obédience maoïste (thaïlandais, Malais, Birman, Indonésien, Philippin). Or la nouvelle politique des USA à l'égard de la Chine a été suivie par tous ces pays qui cherchent aujourd'hui — quelque soit leur régime intérieur — à améliorer leurs rapports avec leur puissant voisin. Comme dans le passé — et aujourd'hui comme dans bien des cas en Afrique, Asie, Amérique Latine — la politique de la RPC peut s'infléchir en conséquence au point de réduire qualitativement l'aide (ou de la couper) aux partis communistes et de les appeler à une politique de « coopération ». Il est encore trop tôt pour voir jusqu'où évolueraient les rapports des pays du Sud-est asiatique avec la Chine populaire. Mais le problème est d'ores et déjà posé.

Selon le « Far eastern economic review » (du 24 décembre), un violent débat secouerait actuellement le PC malais du fait de l'évolution de la politique étrangère chinoise. Les partis communistes indochinois offrent un cadre de référence stratégique alternatif. Un parti communiste se réclamant du trotskysme a existé en Birmanie, minoritaire (le « Drapeau rouge »). Il semble durement éprouvé après l'arrestation en 1970 puis l'exécution en 1973 de son principal dirigeant THAKIN SOE. En tout état de cause, la capacité du mouvement communiste dans le Sud-est asiatique à profiter du déblocage actuel des luttes dépendra largement de l'indépendance dont il pourra faire preuve à l'égard des intérêts de la bureaucratie chinoise et de la façon dont il aura tiré les leçons de la défaite indonésienne.

EUROPE

LE TEMPS DES CRISES

ITALIE

DES CITOYENS AU DESSUS DE TOUT SOUPÇON

Des odeurs d'égout : la corruption et le scandale ont aujourd'hui dépassé en Italie la cote d'alerte. Les compagnies pétrolières ont tout simplement versé des pots de vin à des fonctionnaires afin que des firmes étatiques comme l'ENEL fonctionnent dans l'avenir au mazout et non à l'énergie atomique. Un mandat d'arrêt a été lancé contre un des magnats de l'or noir accusé de « corruption de fonctionnaire et d'association de malfaiteurs ». Son nom ? Cazzaniga, ancien président de Esso. Se sentant attaqué, le patronat a aussitôt répondu par l'intermédiaire d'Agelli, possesseur de la Fiat : « Tous les partis ont touché des subventions ». Voilà qui est fait pour rassurer les Italiens qui ont très mal pris ce Watergate romain, juste au moment où leurs dirigeants leur font des grands sermons sur la nécessité de se serrer la ceinture. Dans toute la péninsule, la tension est devenue extrême, d'autant plus qu'avec cette pourriture sont revenues à la surface les vieilles dissensions police-justice : il paraîtrait que de hauts fonctionnaires des forces dites de l'ordre aurait fait disparaître des preuves contre les rois de l'or noir. Et comme le milieu politicard bourgeois est somme toute un petit monde clos, on entend parler de vieilles histoires mystérieuses qui pourtant paraissent oubliées : les infiltrations fascistes dans l'Etat-Major de l'armée en Vénétie ; et puis cette mystérieuse nuit durant laquelle l'armée sans raisons apparentes du moins mit Rome en état de siège. L'un dans l'autre, les bruits de coup d'état se sont faits tellement insistants que les dirigeants de la gauche préfèrent certaines nuits découcher tout comme à l'époque des attentats fascistes de Milan. Un régime moribond, telle est l'impression que donne le gouvernement de la démocratie chrétienne.

La situation économique, avec la crise généralisée du capitalisme a fait resurgir les vieux démons d'avant-guerre comme le chômage, la faim. Naples a connu des nuits d'émeutes, malheureusement dirigées par les néo-nazis du MSI. Les syndicats, voilà une semaine, ont décrété une journée de grève générale au cours de laquelle une manifestation a réuni 80 000 personnes. La trêve sociale, décrétée il y a quelques mois est donc bel et bien rompue comme en témoigne la récente grève de la Fiat à Turin.

ET LA GAUCHE ALORS ?

A cette occasion, la veulerie et la trahison des stalinien ont pris une ampleur jamais égalée. Alors que la venue au pouvoir de la gauche est une éventualité tout-à-fait crédible, le PCI a tiré des leçons très particulières du drame chilien. Écoutez plutôt l'un de ces apôtres du passage pacifique au socialisme, le sieur Amendola : « Il ne faut pas proposer une alternative de gauche mais une alternative démocratique. Il faut une collaboration et une entente des forces d'inspiration catholique et aussi des forces proposant une autre orientation démocratique ».

« Il serait absolument illusoire de penser que, même si les partis de gauche parvenaient à atteindre 51 % des voix et de représentation parlementaire ce fait suffirait à garantir la survie et l'œuvre d'un

gouvernement, expression de ces 51 % » écrivait Berlinguer, secrétaire général du PC dans « Rinascita ». Pitoyable explication en vérité que celle qui consiste à se chercher des garde-fous politiques chez l'adversaire de classe pour qu'il ne vous pousse pas dans le vide. Et surtout, il faut remarquer la remarquable évolution entre la tristement fameuse déclaration de Corvalan : « Il nous manque un demi électeur » et celle de Berlinguer qui consiste à

par deux phénomènes : ce n'est plus un secret pour personne, la bourgeoisie sent le moment venir où il faudra qu'elle intervienne pour asseoir un pouvoir qui a tendance à lui échapper et elle s'y prépare. D'autre part, la situation économique est marquée par la fin de la trêve sociale et des grèves notamment dans le secteur de l'automobile.

Les scandales qui éclatent quotidiennement permettent de comprendre à quel

point l'appareil d'Etat dans sa totalité est miné par la corruption, vendu aux trusts.

L'avenir dépendra des capacités de l'extrême-gauche italienne à structurer les luttes, leur donner une ampleur nationale, ce qui a déjà manqué en Italie. C'est la tâche que se sont fixés nos camarades des Gruppi Comunisti, section italienne de la 4^e Internationale. Elle est lourde mais nécessaire pour que l'Italie ne soit pas un de ces quatre matins le Chili de l'Europe.



Fotolib

Milan 7-9-74 - L'Europe - Notre photo : manifestation à Milan

dire que cela ne suffit plus. Le résultat de ces beaux discours c'est les appels du pied constant du PCI en direction des démocrates chrétiens avec, bien entendu, les condamnations violentes de toute extrême gauche.

Le moins que l'on puisse dire c'est que cette ligne politique a été fraîchement accueillie au sein même du parti. Des critiques scandalisées ont fusé de toutes parts à tel point que Berlinguer s'est senti obligé d'expliquer cette compromission (ce sont ses termes) par la continuité historique. Car c'est une tradition du stalinisme que d'expliquer la trahison présente par la trahison passée.

Malheureusement pour le PCI, ces chants d'amour n'ont pas reçu dans la bourgeoisie l'accueil escompté. Dans un premier temps, la presse gouvernementale a fait gorge chaude devant « les loups devenus agneaux ». De plus, les démocrates chrétiens ont eux, tiré les leçons des mésaventures de leurs homologues chiliens. Ils savent que si le PCI accède au pouvoir d'une manière ou d'une autre, il risque fort de se trouver débordé par la classe ouvrière. En ce sens, le gouvernement actuel préfère laisser s'époumoner dans le désert le PCI et continuer à appliquer la bonne vieille stratégie de la tension grâce à l'aide des groupes fascistes. Sur la corde raide, Rumor et sa clique ne veut à aucun prix être le responsable d'une situation où sa classe risquerait de tout perdre.

UNE SITUATION A LA CROISEE DES CHEMINS

L'Italie connaît une situation marquée

ALLEMAGNE

le deuxième visage de brandt

Pour la première fois depuis la guerre, l'Allemagne connaît des grèves dans le secteur public, largement majoritaires : 90,9 % dans la police, 89,8 % dans les chemins de fer, 85,2 % dans les postes.

Berlin Ouest a pris l'aspect d'une ville fantôme. Les ordres ont envahi les trottoirs, le courrier s'accumule dans les centres de tri, le trafic aérien se fait vaillamment. Il est même envisagé de mettre en place des piquets de grève devant l'Office de presse et d'information fédéral.

Ce mouvement a pris l'aspect d'une épreuve de forces entre le Chancelier Brandt et les travailleurs des services publics. Désormais, pour la majorité des salariés, le gouvernement des sociaux-démocrates apparaît comme l'allié privilégié du patronat. D'ailleurs le dirigeant des chefs d'entreprises ne déclarait-il pas, il y a une semaine qu'il faisait toute confiance à Brandt pour rétablir la paix sociale.

Deuxième « victime » de cette colère des travailleurs : les directions syndicales. Totalement intégrées au système, elles ont subi depuis les grèves sauvages de 1972, toute une série de retentissants camoufflets de la part de leur base. On est loin des mouvements spontanés de 69 qui avaient amené l'actuel chancelier au pou-

Novembre 1972 : Brandt décidait des élections anticipées. Qu'il gagnait aisément, grâce au soutien de la classe ouvrière. C'était le bon vieux temps où l'Allemagne était le pays en pointe en Europe. Avec la crise, Brandt et les directions syndicales devaient ouvertement choisir leur camp et ils l'ont fait clairement en s'alliant avec les patrons.

Aujourd'hui, les syndicats veulent 15 % d'augmentation annuelle. Brandt et les dirigeants d'entreprises ne veulent en céder que 10 %.

Cette situation n'a pas manqué d'accentuer les failles qui existaient depuis longtemps dans le PSD. Les Jusos s'opposent ouvertement à leur direction appuyant à fond les grévistes menant quotidiennement une lutte interne au sein du parti. Ils sont à l'initiative d'occupations de maisons vides à Berlin, mouvement qui prend de l'ampleur avec la remontée des loyers.

L'arrêt de l'immigration, la xénophobie, l'envoi de policiers contre les manifestations, le refus d'accueillir des réfugiés chiliens à cause de leurs options politiques, autant d'aspect de Willy Brandt qu'il avait bien pris soin de cacher en 72. Désormais, la colère des travailleurs allemands est à la mesure de leurs illusions déçues.



A LA PORTE HEATH-LE-MAITRE-CHANTEUR

Le 4 février 1974, 81% des 250.000 mineurs anglais votaient la grève générale illimitée pour l'obtention de leurs revendications. C'était la meilleure riposte que pouvaient donner les « gueules noires » en réponse aux menaces de tout genre des conservateurs.

Heath, devant cette unanimité, a choisi le chantage : il a décrété la dissolution du Parlement provoquant ainsi des élections anticipées. Aux diverses forces de la bourgeoisie qui espéraient une trêve électorale dans la lutte, les mineurs ont répondu dans leur quasi-totalité par la continuation du mouvement. Aujourd'hui en Angleterre, c'est un combat de première importance qui se joue entre prolétariat et classe exploitée.

Heath et son gouvernement torry n'auront pourtant pas lésiné sur les moyens mis en oeuvre pour monter la population contre les mineurs. La bourgeoisie anglaise, devant ce mouvement qui menaçait l'économie du pays, avait ressorti de sa manche de vieux arguments : l'anti-communisme et l'anti-extrémisme. Une campagne réellement délirante avait fait la une des journaux conservateurs : « Les conservateurs veulent diriger le pays ». « Les rouges veulent couler l'économie ». Dans le Times du 11 janvier, Lord Chalfont écrivait : « Il ne doit y avoir aucun doute que les buts du Parti Communiste sont entièrement politiques. Il vise à prendre la direction des syndicats et éventuellement du Parti Travailleur ».

L'homme à abattre tout désigné, était Mac Gabey, vice président de la NUM (Syndicat National des Mineurs). Il n'y eut pas un jour sans que Mike Le Rouge, ainsi que le nommaient les membres du gouvernement, ne fut décrit comme le bolchévique, le couteau entre les dents. La raison ? Ce dernier avait osé prétendre qu'en cas d'intervention de l'armée, « les mineurs en appelleraient à la solidarité de ces fils de travailleurs ».

La direction du Parti Travailleur ne s'y est pas trompée. Elle a choisi d'hurler avec les loups en qualifiant l'attitude de Mac Gabey d'absurde et imbécile.

UNE REPONSE CINGLANTE :

Le 4 février, 81% des mineurs sur la demande des syndicats décidaient la grève totale. Or les statuts demandent une majorité de 51% pour se lancer dans un pareil mouvement. C'est donc, fort d'une

très large majorité, que les partisans de la cessation du travail ont organisé le mouvement.

Dans un puit du Yorkshire, les mineurs furent si rapides à remonter à la surface, qu'ils oublièrent dans leur hâte, une réunion de contremaîtres au fond. L'ambiance qui règne est dominée par une confiance à toute épreuve. Un journaliste du Guardian notait la participation effective des femmes de mineurs aux réunions.

Devant cet enthousiasme, la réaction de Heath fut à la mesure du personnage et de sa classe : le chantage. Proclamant la dissolution des Communes, son but était de jeter la responsabilité du marasme politique et économique sur les grévistes. Et le thème de sa campagne électorale le démontre à merveille : « Qui doit diriger : le gouvernement et les syndicats ».

Il est évident que de tels arguments peuvent porter sur une partie de l'Angleterre (certaines couches de la bourgeoisie). Les succès électoraux du fasciste Enoch Powell prouvent qu'en période de montée des luttes, toute une partie de la population prend peur.

Un patron, interviewé à la télévision française déclarait ouvertement : « Je souhaite que la majorité des anglais prennent les armes contre les extrémistes rouges (sic) ».

Mais si cela est vrai pour une frange des anglais, cela ne l'a pas été visiblement pour la majorité laborieuse du pays.

Dès l'annonce de la grève générale, les dockers du port de Hull refusait de décharger 3000 tonnes d'un capo italien. Le GMWU, syndicat des transporteurs appelaient ses adhérents à ne pas transporter le charbon. Le GMWU, syndicat des employés du gaz faisait la même déclaration en solidarité avec les « gueules noires ».

Deux syndicats de cheminots cessaient le travail dans les heures qui suivaient.

LES TRAVAILLISTES ET LES ELECTIONS

Wilson, leader des travaillistes a commencé de son côté sa campagne électorale. Ses thèmes « La Grande-Bretagne reprend le travail avec les travaillistes ». « La crise actuelle est due à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun ». Il est évident que pour Wilson, une trêve électorale aurait été d'un grand poids. Elle aurait permis d'argumenter son premier thème. C'est pourquoi en accord avec « les modérés » de la direction syndicale, leaders travaillistes et conservateurs, cul

comme chemise demandèrent cette trêve. Gormley, le président de la NUM réagit favorablement. Pour lui, « il serait absurde de gaspiller la grève durant les trois semaines de la campagne électorale ».

Cela revenait purement et simplement à casser le mouvement. C'était se priver de la meilleure arme pour faire pression sur le patronat et ses représentants politiques.

Encore une fois, la réponse fut sans ambiguïté : la direction de la NUM vota pour la continuation par 10 voix contre 6. Toutefois, cette manoeuvre a réussi chez les cheminots qui ont repris le travail dans la journée du 11 février. Bien que les décomptes n'aient pas été effectués, les

UNE COMBATIVITE ANCIENNE

En 1925, la Grande-Bretagne est gouvernée par le conservateur Baldwin. La crise économique a durement touché l'industrie du pays. Comme de bien entendu, ce furent les travailleurs qui firent les frais de la gabegie capitaliste. Notamment,

dans les houillères, le patronat prévoyait d'abaisser le salaire des ouvriers. Ces derniers demandèrent la nationalisation des mines.

Baldwin répondit en 1926 à cette revendication légitime par le retrait pur et simple des subventions gouvernementales. Immédiatement, la grève fut déclenchée, bientôt suivie par 4 millions de travailleurs de diverses industries. Piquets de grèves, assemblées générales, mots d'ordre révolutionnaires, c'en était trop pour les conservateurs qui décrétèrent illégale toute grève non précédée d'un référendum.

Prise de panique, la bureaucratie syndicale recula et annula son mot d'ordre de grève générale. Seuls, les mineurs menèrent leur lutte durant sept mois. Profitant de cet isolement, le gouvernement déclencha une campagne de presse hystérique contre « les communistes qui voulaient prendre le pouvoir ».

Des affrontements physiques opposèrent sans arrêt les piquets de grève aux bandes armées du patronat. Au bout de sept mois, vaincus par leur isolement et la trahison des directions syndicales, les mineurs reprirent le travail.

Janvier 1972. Refusant l'augmentation de 8% proposée par la direction, 280.000 mineurs se mettaient en grève. Des piquets étaient installés pour contrôler à partir des puits, la distribution du combustible vers les hopitaux, les écoles, les foyers de vieux et appliquer la légitimité de la lutte des mineurs.

La police tenta alors de faire sortir des camions. Venus en renfort d'autres puits, des mineurs prêtèrent main forte à leurs camarades. Durant une nouvelle tentative de la police au puit de Statley, ce furent 10.000 métallos travailleurs et étudiants qui vinrent s'y opposer en renforçant les piquets. Au bout de sept semaines, la direction cédait aux revendications.

BRAVO, MONSIEUR WILSON !

Enoch Powell, leader du Front National a décidé de ne pas se présenter personnellement, se réservant pour plus tard. Le rôle d'un De Gaulle ne lui déplairait guère. Néanmoins, son parti qui notamment prône l'expulsion de tous les étrangers, l'interdiction des « extrémistes » présente 50 candidats, sur le thème contre le Marché Commun.

Réaction des travaillistes : « c'est une bonne chose que l'extrême-droite se présente, cela divise la droite ». La politique du pire, somme toute.



GAMMA

personnes. Ce qui dépasse tout ce que l'on avait pu voir dans les années précédentes. Le cortège très combattif avait pour mot d'ordre des slogans, bien à propos des bourses, mais aussi et surtout de soutien aux mineurs.

La préparation des élections a ralenti le développement de la lutte. Mais une partie non négligeable de la jeunesse scolarisée développe la propagande d'explication en direction de la population.

D'autre part, le contexte économique a mis le feu aux poudres dans divers secteurs de l'industrie. Dans l'automobile, notamment à Ford et Cauxhall, les ouvriers ont demandé une augmentation très importante des salaires. Les fonctionnaires locaux ont de leur côté débuté une campagne contre « la phase trois » du programme anti-inflation de Heath. Les travailleurs de la métallurgie soit trois millions d'ouvriers viennent de refuser les augmentations que leur proposait le patronat les jugeant insuffisantes.

LE BUT DE HEATH

Dans cette situation explosive Heath agit sur deux plans : il menace et propose les fameux carottes et batons que tout bourgeois qui se respecte agit en temps voulu. Il menace de rabaisser de trois à deux jours, la semaine de travail, ce qui pour certains secteurs équivaut à la misère. Une parenthèse pour démontrer à quel point la lutte peut payer. Dans les usines où les syndicats sont puissants, les salaires sont restés les mêmes malgré l'abaissement du temps de travail. Dans les boîtes, sans combattre vite, ils ont été abaissés d'autant.

Par contre, il propose 80.000 livres aux mineurs pour qu'ils arrêtent la grève. Ceci dit, il déclare dans le même temps que si les conservateurs sont réélus, il se donnera tous les moyens pour casser le mouvement.

Ce que la classe dominante veut éviter à tout prix, c'est la généralisation du conflit, l'extension de la grève; c'est pourquoi quitte à perdre son siège, il s'est lancé dans les élections.

LE ROLE DES REVOLUTIONNAIRES

Il est capital dans les semaines qui vont suivre, que leur tâche va être d'éduquer ne serait-ce que de façon propagandiste la classe ouvrière anglaise. Nos camarades de l'IMG se sont d'ores et déjà fixés des axes de batailles :

- 1) Constituer un soutien réel dans les faits
- 2) Organiser le plus de monde possible pour renforcer les piquets de grève comme en 1972.
- 3) Agir pour qu'il y ait convergence des luttes.

Ils présentent trois candidats aux élections à Glasgow, Sheffield et Newham, trois secteurs industriels de la Grande-Bretagne. Devant l'enjeu de la bataille, l'IMG appelle à voter travaillistes ou révolutionnaires, mais sur des mots d'ordre clairs : « Ne faites confiance qu'à vos luttes, votez travailliste ».

QUEL AVENIR ?

La bourgeoisie britannique est aujourd'hui dans une impasse. Heath a fait de son refus de céder, une question de principe. Or, la grève des mineurs coûte une fortune au pays et une frange du patronat serait partisan de lâcher du lest. Bien plus, cette grève démontre que la crise, loin de décourager le prolétariat lui a donné un souffle nouveau. L'issue de ce conflit signifiera soit une victoire importante, soit une défaite de taille pour la classe ouvrière anglaise.

Les chevaux sont placés sur la ligne de départ. Dès maintenant, il faut se tenir prêts à riposter à une attaque d'envergure contre les gueules noires. Pour cela, il est nécessaire de développer la solidarité internationale. Les syndicats européens doivent prendre l'engagement de ne plus envoyer un seul gramme de charbon en Angleterre.

Pour cela, comme le préconisent nos camarades de l'IMG, il faut l'autodéfense des piquets de grève.

- * SOLIDARITE INTERNATIONALE
- * PAS UN GRAMME DE CHARBON POUR LA GRANDE BRETAGNE
- * AUTO-DEFENSE OUVRIERE !
- * DEHORS, LES CONSERVATEURS !



KENTH AKE ANDERSON, l'un des fondateurs de la Ligue marxiste-révolutionnaire de Suède vient de mourir.

C'est une grande perte pour le trotskysme suédois et pour la Quatrième Internationale. Aussi douloureuse que soit la disparition de KENTH-AKE, ses camarades auront à cœur de continuer son combat, celui du marxisme-révolutionnaire.

LE GOUVERNEMENT FRANCAIS A LA RESCOUSSE DU REGIME FANTOCHE DE THIEU LES CAPITALISTES FRANCAIS « HESITANTS »

Missoffe, député UDR de Paris, chargé de mission en Indochine pour le gouvernement vient de nous rappeler dans « Le Monde » à quel point la solidarité politique pouvait lier le gouvernement français au régime pourri de Thieu.

Missoffe n'a pas de mal à étayer la thèse selon laquelle les capitalistes et impérialistes français pouvaient escompter des profits bien réels en investissant au Sud Vietnam.

Les salaires ne comptent-ils pas parmi les plus faibles du Sud Est Asiatique ? La législation en faveur des industriels étrangers n'est-elle pas la plus libérale parmi les pays sous-développés ? L'aveu cynique du réel contenu d'une politique dite d'« aide » aux pays sous-développés ! Et pourtant malgré ces énormes avantages, les capitalistes français comme tous les capitalistes de tous les pays impérialistes (Japon, France, USA, Allemagne, etc.) se font tirer l'oreille !

Les incertitudes militaires et politiques les rendent « hésitants » ! Voilà qui en dit long sur la stabilité du régime Thieu !

Thieu fantoche, Pompidou complice !

Reconnaissance du GRP ! Arrêt de toute aide économique et militaire aux fantoches !

LISEZ

FAITES LIRE

« La France complice de Saïgon : stratégie néo-coloniale »

Document Front Solidarité Indochine No 7

CITÉ UNIVERSITAIRE BOULEVARD JOURDAN

14 FEVRIER

A L'APPEL DU FSI, MNSPI, RÉUNION AVEC Dr. KAHN, M. SCHAUB

20 FEVRIER

RÉUNION CHILI APPELÉE PAR LE COMITÉ CHILI AVEC BEAUVAIS, LABROUSSE, JOXE.

21 FEVRIER

LES COLONIES PORTUGAISES GERARD CHALIAND et DAVIDSON

* revue

gardes / fous

Cette nouvelle revue est le résultat de la rencontre de militants, organisés, ou non, qui, tout en se réclamant de courants politiques apparemment différents, manifestent tous par l'action, par la pratique quotidienne, par l'écriture, que la lutte en psychiatrie n'est qu'un des aspects d'une lutte plus générale contre l'oppression exercée par l'Etat capitaliste, l'Etat de classe, par l'idéologie dominante.

Il apparaît de plus en plus évident que la psychiatrie, née de l'ordre asilaire et contemporaine du colonialisme, a constitué et constitue :

- une des plus grandes supercherries,
- une des plus redoutables inventions de la bourgeoisie, et de la société de classe,
- une des plus odieuses machinations de l'homme contre l'homme,
- une histoire faite d'escroqueries, de mensonges, d'hypocrisies, de fausses vérités et d'abus scientifiques.

L'appareil psychiatrique a son destin lié à l'ordre capitaliste : il disparaîtra avec lui.

Cette revue sera :

— Un instrument de dénonciation de la psychiatrie comme institution de classe.

— Un instrument d'élaboration et de réflexion.

— Un instrument d'information et de coordination des multiples batailles dispersées.

— Un instrument de lutte où pourront être abordées les multiples contradictions du champ psychiatrique.

— Un instrument d'impulsion des nouvelles batailles liées à la radicalisation du milieu.

GARDES FOUS
cinq numéros par an
Abonnement annuel : 20 francs
Prix du numéro : 4 francs
1 rue des fossés St Jacques
75005 - PARIS.

journaux avancent le chiffre de 80% de cheminots ayant repris.

UNE COMBATIVITE FANTASTIQUE

Ce fait marque le rôle de frein joué par les élections : rôle modéré mais réel. S'il est vrai que la combativité des grévistes restent intacte, il n'en reste pas moins qu'en Grande-Bretagne le mouvement ouvrier est miné par un légalisme endurci. Légalisme qu'aucune des explosions sociales du 20ème siècle n'a entamé. Cela tient à la nature des trades-unions et au système politique britannique. La bi-polarisation des campagnes électorales, le jeu de balance des travaillistes et des conservateurs ont introduit dans les rangs du mouvement ouvrier une sous-politisation qui est un handicap sérieux dans les conflits sociaux.

Cet aspect existe dans le mouvement actuel : un exemple parmi d'autres, la législation anglaise stipule que les piquets de grève sont illégaux lorsqu'ils réunissent plus de six personnes. Volant éviter tout affrontement avec la police, la direction de la NUM a réussi à imposer les mini-piquets à la base. Or, c'est à l'évidence une aberration car l'histoire a prouvé que la bourgeoisie ne s'embarassait pas de principes quand il s'agit de défendre ses intérêts.

Fait à noter cependant, une minorité très combattive s'est détachée de la masse chez les grévistes : dans certains puits du Yorkshire, la base demande que le chiffre de 6 soit quintuplé. Cela a déjà été fait et des bagarres limitées ont opposées police et travailleurs. D'autre preuve de la « radicalisation » de certains puits : toujours dans le Yorkshire des comités de liaison ont été mis en place afin de décider démocratiquement des formes de luttes à adopter. Des assemblées générales quotidiennes réunissent plusieurs dizaines de « gueules noires ».

DES ATOUTS POUR LES MINEURS

Ce caractère légaliste est apparent également chez les étudiants. En grève pour l'obtention de bourses, leur mouvement a pris une ampleur considérable. Une manifestation à Londres a réuni 40.000

ROUGE APPROUVE L'ACTION CONTRE LE CONSUL D'ESPAGNE

Dans la soirée de mercredi, des militants anti-franquistes ont barbouillé de peinture rouge le consul d'Espagne, qui sortait du Théâtre municipal de Perpignan.

A l'heure où Puig Antich, militant révolutionnaire espagnol, croupit dans sa cellule en attendant la mort, le Consul d'Espagne se prélassait au théâtre. Ces militants ont su lui faire comprendre que l'insécurité planait sur tout ce qui à l'heure actuelle symbolise le régime franquiste assassin.

Pourquoi une telle action ?

Tout d'abord, briser le mur du silence qui entoure la condamnation à mort du révolutionnaire Puig Antich. La presse en parle peu, et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, hormis un bref communiqué, n'envisagent aucune mobilisation. C'est pourquoi revient aux révolutionnaires la tâche de faire connaître le drame qui se joue, la répression sanglante en Espagne, et ceci malgré la relative faiblesse de leurs moyens. La campagne militante d'affiches et de tracts, la manifestation du mois dernier ont partiellement rempli leur but. Une action telle que celle contre le consul permet de retenir l'attention sur la menace de mort qui pèse sur Puig Antich.

Mais au-delà, sa signification est plus grande encore. A la violence contre-révolutionnaire de la dictature franquiste, ces

militants frayent la voie à la violence révolutionnaire des masses. Acte minoritaire, mais dont l'écho est large. Il trace le chemin des luttes de masse contre la dictature franquiste.

QUE VIVE PUIG ANTICH !
A BAS LA DICTATURE FRANQUISTE !

GEORGES SÉGUY S'ADRESSE A DES TRAVAILLEURS SLOVAQUES DE STARA-THURA

LA CGT EN TCHECOSLOVAQUIE

“TRAVAILLEURS, CONSOMMEZ, NOUS FERONS LE RESTE”

Dans le numéro 29 de Rouge (15 juin 1973) nous publions un article sur « l'Humanité et la Tchécoslovaquie ». Nous y déclarons notamment, à la suite d'un reportage effectué par le quotidien du PCF en Tchécoslovaquie, que les articles de l'Humanité procédaient « d'un changement avoué d'attitude ». Et nous ajoutons : « On (c'est-à-dire l'Huma) ne félicite pas encore Husak de sa normalisation mais on lui donne déjà satisfecit de sa gestion économique. Il s'agit d'une reconnaissance officieuse « de facto », de la nécessité de l'intervention. A quand la reconnaissance « de jure » de la justesse de la répression ?

Nous pourrions aujourd'hui poser la même question à la suite d'un article de 4 pages (pas moins !) paru dans « La Vie ouvrière » du 9 janvier 74, intitulé « Tchécoslovaquie 74 », et qui se donne pour but d'informer la classe ouvrière française sur la réalité du socialisme tchécoslovaque.

Si l'article ne dit pas un mot de la répression politique, de la censure, des emprisonnés (certains ont été libérés au cours des derniers mois, dont Petr Uhl qui a purgé ses 4 ans de prison), il n'est pas pour autant un panégyrique bovin. Il s'agit d'un article plus subtil (« dans certains secteurs la situation est très bonne, dans d'autres il y a encore des problèmes, mais globalement nous sommes sur la voie du succès »), de cette subtilité balancée qui tente d'introduire en contrebande une marchandise frelatée,

qui essaye de couvrir du voile de l'oubli l'invasion d'août 1968. On imagine aisément le dilemme de l'auteur de l'article : comment parler de la situation tchécoslovaque actuelle sans dire un mot des « événements de 68 » alors que pour les bureaucrates au pouvoir et leur propagande cette heureuse situation s'explique par « l'aide internationaliste » d'août 68. Ce dilemme explique la méthode choisie : on ne parlera que de la situation économique et on oubliera le reste, c'est-à-dire la situation politique.

Hélas ! Chassez la politique par la porte (ou par la trappe) et elle revient par la fenêtre. Un exemple : comment expliquer la faible productivité du travail et les problèmes qu'elle crée dans certains secteurs ? L'explication qu'en donne la V.O. est la suivante : « Si la crise des années 68-69 est pour l'essentiel surmontée, il reste encore des séquelles au niveau de la participation de tous et de

toutes à l'œuvre commune. Et ces séquelles ne résident pas seulement dans la conscience de certains travailleurs, mais aussi dans les méthodes de certains cadres. J'ai été agacé, par exemple, par une phrase qui revient parfois dans la bouche de quelques-uns : « Nous avons voué tel ou tel soin aux travailleurs ». Nous avons voué... Il y a là une attitude de condescendance qui permet de se poser la question : comment ces travailleurs prennent-ils eux-mêmes en charge leurs problèmes, comment participent-ils à la gestion de leurs affaires ? » C'est là effectivement la question ! Mais le rédacteur de la V.O., sans doute effrayé de son insolente lucidité, s'empresse de reculer et déclare : « En fait le mouvement syndical tchécoslovaque est engagé dans un grand travail de rénovation dans ses structures et dans ses méthodes » et conclut sur la volonté des directions syndicales de « changer dans le sens d'une plus large démocratie et d'une participation réelle des travailleurs à leurs affaires ». C'est sans doute à cette rénovation que faisait allusion la 10^è réunion plénière des

syndicats tchécoslovaques tenue le 10 octobre 1970 lorsqu'elle admettait que depuis août 1968, 12 000 membres des comités d'entreprises avaient quitté leurs fonctions. C'est sans doute de démocratie que parlait la même réunion lorsqu'elle reconnaissait que pour remplacer les partants 8251 fonctionnaires avaient été cooptés (on sait ce que cela signifie !), et que ceux qui n'avaient pas voulu démissionner avaient tout simplement été révoqués (715 personnes). Ce fut la plus grande épuration que le mouvement syndical tchécoslovaque ait connu. Les victimes furent principalement tous les délégués syndicaux qui avaient la confiance de leurs camarades de travail et qui avaient été élus au cours de l'année 68. Ils furent purement et simplement remplacés par des fonctionnaires. Le même processus eut lieu au niveau des directions syndicales : en octobre 70 il ne restait à la direction nationale que 47 membres sur 103 élus statutairement au congrès antérieur ; 58 membres avaient démissionné ou été révoqués. Ils furent remplacés par cooptation

YOUGOSLAVIE

QUEL MARXISME ?

Sous le titre : « Le marxisme fait un retour en force en Yougoslavie » : Paul Yaukovitch décrivait dans *Le Monde* du 19 janvier, le processus de reprise en main impulsé par la direction de la Ligue des Communistes en Yougoslavie. Nous ferons dans un dossier ultérieur le point sur le tournant politique amorcé par le gouvernement titiste depuis la crise croate et la préparation du 10^{ème} Congrès de la LCY qui se tiendra en mars 74. L'offensive actuelle contre les professeurs de Belgrade correspondants de la revue *Praxis* permet de juger de quel « retour en force du marxisme » il s'agit : en mettant à l'ordre du jour un retour au monopole politique centralisateur de la LCY dans toutes les sphères de la société, ce n'est pas seulement contre les courants séparatistes bourgeois et technocratiques qu'entend lutter la direction titiste. C'est aujourd'hui surtout les intellectuels de gauche qui sont réprimés bien que la LCY reprenne à son compte bon nombre de leurs critiques et de leurs analyses de la situation sociale de la classe ouvrière et de l'affaiblissement de l'autogestion provoquées par la décentralisation et les lois du marché.

Mais des années d'autogestion à l'université, les acquis de débats assez larges parmi les marxistes yougoslaves sur la

construction du socialisme dans leur pays, le prestige acquis internationalement par la revue *Praxis* et par les conférences annuelles organisées à Korcula en été, ne se remettent pas aisément en cause. Le gouvernement titiste lui-même, dans son jeu politique international tient encore à cette réputation de libéralisme et les membres de la LCY sont loin d'être gagnés à une politique de monolithisme idéologique qu'ils ont dénoncé longtemps en Union Soviétique. Ces contradictions expliquent pourquoi *Praxis* n'a pas pu être interdite pour l'instant bien que les attaques se multiplient contre elle. Elles expliquent pourquoi après des menaces de pressions financières contre l'école de Korcula, celle-ci a vu ses crédits augmenter l'été dernier. Elles expliquent aussi pourquoi certains professeurs de Belgrade ont eu leurs passeports retirés et sont soumis à une pression constante dans leur emploi, de la part de la direction de la LCY, depuis plusieurs mois, sans qu'ils aient pu être renvoyés de leurs postes jusqu'alors. Non seulement les étudiants, réunis en Assemblée extraordinaire en décembre ont proclamé « leur soutien total » à ces professeurs et leur volonté de créer « un état d'exception et la grève des cours » s'ils étaient évincés ; mais même la base des cellules locales du parti n'a pas jusqu'alors cédé aux injonctions du sommet.

Nous reproduisons ci-après des extraits d'un article de la revue *Praxis* (1) en défense des professeurs menacés d'expulsion : Mihailo Markovic Lyubomir Tadic, Miladin Zivotic, Svetovar Stojanovic, Zagorka Pesic Golubovic, Dragoljub Micunovic et les assistants Nebojda Popov et Triva Indzic.

1) N° 1/2 de janvier-avril 1973



Les délégués de la CGT et des syndicats tchécoslovaques lors de leurs entretiens à Prague.

CONGO

REPRESSION SAUVAGE

On peut faire confiance à ces bureaucrates pour changer les méthodes qui sont leur raison d'être ! La petite phrase de condescendance sur laquelle s'indigne la V.O n'est pas pour eux maladresse, mais bien leur credo essentiel, conséquence directe d'un système social où le pouvoir a été confisqué par une poignée de bureaucrates aux dépens de la classe ouvrière. C'est pour maintenir un tel système un moment menacé par la mobilisation en masse de la classe ouvrière tchécoslovaque, que les chars du Pacte de Varsovie sont entrés à Prague le 21 août 1968. Et c'est parce que la classe ouvrière s'est retrouvée dans une totale situation de subordination bureaucratique que la productivité n'est pas aussi bonne que le voudraient les bureaucrates, quand elle n'est pas tout simplement sabotée. Cette faible productivité, exprime à la fois une résistance élémentaire de la classe ouvrière en même temps qu'elle sanctionne la gabegie de la gestion bureaucratique et le coût de son entretien. Les bureaucrates pourront toujours introduire de nouvelles réformes techniques, augmenter leurs importations, des pays capitalistes, profiter d'une aide économique massive de l'URSS. Ils arriveront peut-être à remédier à quelques difficultés passagères, à élever un tant soit peu le niveau de vie des masses, mais ils n'arriveront pas à résoudre définitivement les difficultés économiques structurelles.

C'est parce que la V.O partage fondamentalement la même conception du socialisme que les bureaucrates tchécoslovaques qu'elle est obligée de mentir à ses lecteurs. Nous comprenons l'embarras où elle est, après avoir condamné l'intervention de 1968 d'applaudir aux résultats du régime mis en place par cette intervention (quitte à passer sous silence les faits les plus désagréables.) Quant à nous nous n'avons rien oublié. La V.O pourrait s'en battre l'oeil mais elle sait quels arguments et quelle démonstration représente la Tchécoslovaquie pour les idées révolutionnaires. C'est la raison profonde de cet article, à la fois contre-feu et exercice d'équilibre.

G. Marion

La répression sauvage qui vient de s'abattre sur les élèves et étudiants congolais est la manifestation logique d'une politique réactionnaire qui se développe au Congo depuis 1968.

Aujourd'hui, le pouvoir néo-colonial de Brazzaville, grâce à une provocation perfide, frappe à nouveau les élèves et étudiants de l'UGEC qui relèvent la tête en dépit d'une première mesure scélérate interdisant leur mouvement. Bilan : deux morts, plusieurs blessés, plus d'une centaine d'étudiants arrêtés, les principaux dirigeants (une vingtaine d'étudiants) incorporés d'office dans l'armée où ils subissent les brimades d'une soldatesque fanatique et ultra-réactionnaire.

Il faut comprendre que les secousses politiques qui ne cessent d'ébranler la société congolaise s'inscrivent dans une structure économique néo-coloniale complètement débile. L'économie congolaise est caractérisée par la prédominance d'un secteur tertiaire étranger qui opère librement le transfert de la totalité de ses

bénéfices. Elf-Frap, la société alsacienne des potasses et bien d'autres sociétés françaises pillent comme pendant la belle période coloniale les principales richesses de ce pays : pétrole (2.500.000 tonnes par an) potasse, bois (65 % des exportations, 9 % des recettes de l'Etat congolais). L'essentiel du budget de l'Etat alimenté à 50 % par les impôts sur les

importations sert à entretenir une administration pléthorique, une armée et une police politique dignes d'un régime aussi répressif. Le coût particulièrement élevé de la dette extérieure (essentielle-ment envers la France) annule toute croissance dans ce type d'économie néo-coloniale. Le renchérissement du coût de la vie (le prix du pain a doublé, celui du manioc, aliment de base au Congo, a quintuplé), le chômage que N'Gouabi prétendait enrayer en 1973 sont des lots qui pèsent de plus en plus lourdement sur le peuple congolais, surexploité par le grand capital français.

Le pouvoir actuel, en dépit de sa phraséologie marxisante, ne veut et ne peut rompre le cordon ombilical qui le lie à la bourgeoisie française. Le ministre des Affaires Etrangères Ch. Ganao a rappelé fermement il y a quatre mois que « le Congo ne sortira pas de la zone franc ». Dans ces conditions, lorsque les staliniens du PCF, en visite récemment au Congo, félicitent « le Parti Congolais du Travail pour les efforts persévérants qu'il accomplit afin d'affirmer la souveraineté du Congo et d'édifier une économie nationale indépendante... » (l'« Humanité » du 5/2/74), ils manifestent la même cécité politique qui les caractérisait pendant la période coloniale.

Créer une société socialiste et indépendante est la tâche des marxistes révolutionnaires : cette tâche difficile exige que l'on développe une ligne de classe claire et ferme renouant avec les traditions de l'internationalisme prolétarien. Comme leurs camarades de l'U.P.C, les révolutionnaires congolais comprennent la nécessité d'une vision panafricaine et internationaliste du processus révolutionnaire en Afrique. L'unité politique et organisationnelle qu'ils entendent ainsi mettre en œuvre face à la stratégie globale que développe l'impérialisme en Afrique Centrale, passera nécessairement par une critique radicale du stalinisme et de ses dérivés qu'ils proviennent des bureaucraties de Moscou ou de Pékin.

11/2/74



ANTILLES

OÙ VONT LES LUTTES ?

Avec des rythmes différents, les colonies françaises des Antilles-Guyane (et la Réunion également) sont secouées par d'intenses luttes ouvrières. La cause de cette explosion est la montée des prix qui prend dans ces pays des proportions fantastiques. De plus, les disparités sociales accrues par le fait que les fonctionnaires touchent une prime de 40 % en sus de leur traitement font que les répercussions de la vie chère sont sensibles essentiellement au niveau de la classe ouvrière.

Les luttes sont encore dans une phase ascendante mais on peut déjà en faire un bilan provisoire.

LES REFORMISTES ET LA GREVE GENERALE

Les premiers éléments, tracts, journaux, faits concrets confirment que la direction du Parti Communiste Martiniquais et la CGTM ont choisi de briser le mouvement. Alors qu'au grand étonnement de tous ils lançaient le mot d'ordre de grève générale non limitée - avec trois mois d'avance ! - on peut dire comme les camarades antillais que « parole en bouche pas chage » ; c'est-à-dire que la parole des réformistes ne pèse pas lourd. En effet, toute information sur la grève illimitée a disparu de la presse du PC à l'approche du 11 février ; par ailleurs, la CGTM s'est hâtée de conclure ses négociations avec le patronat en acceptant les miettes que le patronat a bien voulu lâcher dans les secteurs canne et bâtiment. Nul doute qu'il aurait été possible d'obtenir

beaucoup mieux en profitant de la mobilisation des travailleurs, affirment les camarades du Groupe Révolution Socialiste.

Mais cette tentative de désamorcer les luttes n'aboutira pas forcément car si les travailleurs qui ont obtenu satisfaction peuvent quitter la lutte, celle-ci deviendra plus ardue mais aussi plus prometteuse dans certains secteurs. C'est le cas des ouvriers agricoles mais aussi de ceux de France-Antilles et de la SPEDEM (électricité).

LA FLAMBEE DES GREVES DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Il faut d'abord savoir que le secteur agricole est de ceux où les conditions de travail sont les plus archaïques. C'est ça qui explique les réactions radicales des travailleurs comme celles des ouvriers de la canne en Guadeloupe. Ils créent un syndicat de masse, l'U.T.A, qui mène de dures batailles. C'est cela qui explique l'actuel mouvement de grève quasi-généralisé dans le Nord de la Martinique. La crise touche d'abord les travailleurs du secteur de la banane où il y a peu de traditions de luttes et où les conditions de travail sont sans équivalent : quatre jours par semaine en période normale, salaire fixe de 28,55 F par jour avec journées allant jusqu'à 16 h pendant la coupe, emploi de produits toxiques, licenciements abusifs, etc...

La faiblesse, et même l'absence totale des syndicats réformistes dans ce secteur explique en grande partie que les

travailleurs ont jusqu'à présent refusé tout compromis avec le patronat. Cela explique aussi que les mots d'ordre et les revendications avancés et votés en AG débordent totalement ceux de la CGT. Mais l'explication de fond est celle-ci : Dans un moment de combativité ouvrière tel que celui qui existe actuellement en Martinique (et qui existe en germe dans tous les « DOM »), où le combat des ouvriers agricoles s'intègre dans un ensemble luttes importantes : bâtiment, SOCF, France Antilles, luttes lycéennes, Martinique International Paper, préparation de la grève générale du 12 etc, les travailleurs sont plus sensibles à des revendications radicales, à la hauteur de la situation, qu'au replâtrage réformiste. C'est aussi qu'ils sont attentifs à nos propositions contre la vie chère échelle mobile des salaires, contre le chômage, échelle mobile des heures de travail, et ils réclament aussi l'extension des conventions collectives.

DANS L'ELECTRICITE (SPFDEM) GREVE TOTALE.

Le 27/12/73, les travailleurs de la SPFDEM (qui fournit du courant électrique sur toute l'île) entraient en grève non limitée. Leurs revendications : revalorisation de la prime de transport et de salaire, paiement de l'indemnité de vie chère aux retraités, mêmes prestations chères aux retraités, mêmes prestations familiales qu'à l'EDF.

Le Vendredi 1er février, le préfet (Orsetti) acceptait la prime de transport (120 F). En échange, les grévistes faisaient une concession importante en acceptant d'aller à Paris pour une « audience » au lieu d'une négociation. Dans l'après-midi, le préfet revient sur sa décision : c'est la rupture des négociations.

A la grande rage de la bourgeoisie, les travailleurs de la SPFDEM déclenchent une grève totale. Celle-ci cessera dans la nuit du 6 sur un accord avec le patronat et la préfecture.

ET FRANCE-ANTILLES ?

Troisième mois de grève au journal « France-Antilles ». R. Hersaut, magnat de la presse française, a suivi la grande mode en réclamant un médiateur dont le moins que l'on puisse dire est qu'il sait faire traîner les négociations !

« Force-Antilles », le journal des grévistes, se charge avec la presse de gauche de populariser leurs luttes et leurs revendications.

UN COURANT DE SOLIDARITE

Pour permettre le plein succès du gala de soutien des grévistes de « France-Antilles » les grévistes de la SPFDEM décidèrent de fournir du courant le mercredi 6 au soir.

EXTRAIT DE PRAXIS

« ...Le socialisme yougoslave traverse aujourd'hui une période fort difficile et importante. A ce stade particulier de notre développement, beaucoup d'aspects de notre socialisme autogestionnaire sont remis en question. Aujourd'hui, après des expériences plutôt amères, nos dirigeants politiques font de toute évidence des efforts pour détruire et liquider tous les opposants du socialisme autogestionnaire, pour répondre théoriquement et surmonter dans la pratique toutes les relations de type capitaliste qui existent encore, spécialement dans le domaine du capital bancaire et commercial, afin de renforcer et consolider l'idéal marxiste. Précisément dans une telle situation, qui demande le rassemblement large de toutes les forces socialistes qui se réclament de l'autogestion, se pose la question des philosophes et sociologues mentionnés ci-dessus (...)

« Les vues exprimées par les camarades ci-dessus et par toutes les autres personnes collaborant à Praxis ont toujours été et sont les suivantes :

1) Ils soutiennent fermement l'idée du socialisme autogestionnaire qui est pour nous la seule base pour la libération de la classe ouvrière, et par conséquent la base pour des relations plus humaines ;

2) ils soutiennent fermement l'antistalinisme, aussi bien sur le plan théorique que pratique, et ce faisant, ils se sont efforcés d'élaborer les concepts théoriques du marxisme qui nous paraissent essentiels et expriment sur le plan théorique non pas l'étatisme, mais la structure autogestionnaire de la société socialiste.

3) Ils s'opposent fermement aux conceptions bourgeoises (nationalistes) qui ont divisé nos nationalités...



LES INTELLECTUELS MAOISTES TRACASSES

Dirigée, encadrée et patronnée par Kostas Mavrikis, une revue du maoïsme intellectuel vient de paraître : *Théorie et politique*. Un des problèmes qui semblent actuellement tracasser nos amis maoïstes est le suivant : le petit diabolin trotskyste, qu'on avait cru définitivement mort et enterré, grâce au père Staline (nous sommes tous un peu staliniens déclare fièrement Mavrikis, p 86) reprend du poil de la bête, et non seulement se développe mais pousse l'insolence jusqu'à prendre la tête du vaste mouvement anti-militariste de la jeunesse de mars-avril 1973. Merde, c'est pas possible !

Par conséquent, selon l'éditorial du numéro 1 de la revue « il ne suffit pas de réfuter les positions théoriques du trotskysme » (p 7). Et pourtant Mavrikis s'était donné un mal fou pour cette réfutation dans cet impérisable chef-d'œuvre *Du Trotskysme*. Apparemment, cela n'a pas suffi pour résoudre le problème, puisque des petits trotskystes poussent de partout, comme la mauvaise herbe. Donc, « il nous faut étudier sa pratique politique concrète, son idéologie actuelle, nous interroger sur les raisons qui lui ont permis de s'insérer dans certaines luttes de masses et même de diriger la révolte lycéenne du printemps passé » (p.7)

Même son de cloche chez Jacques Rancière : « il faut absolument faire quelque chose pour libérer la révolte lycéenne de l'hypothèque trotskyste » (p 16)

Quant à notre ami Alain Geismar, il ne peut qu'avouer son étonnement, sa surprise devant ce mauvais tour que lui joue l'histoire : « L'idée que le trotskysme pourrait diriger de façon quasi hégémonique un grand mouvement de la jeunesse au printemps 73 aurait fait bien rire il y a cinq ans » (page 29).

Puisque, contrairement aux prévisions les plus scientifiques et les plus rigoureuses, le petit diabolin trotskyste n'a pas disparu mais continue à perturber la vie des gens honnêtes, examinons-le à la loupe pour comprendre sa nature coriace. Selon l'éditorialiste de la revue (Mavrikis ?) le trotskysme n'est qu'une variante de « l'idéologie bourgeoise » (p.3), caractérisée par une « critique droitiste de Staline » (p.7). Selon Geismar, par contre, il s'agit d'une « version révolutionnaire... de la social-démocratie » (p.29). Malheureusement pour nos « trotskologues » cette caractérisation ne permet nullement d'expliquer cette mystérieuse et étonnante influence du trotskysme sur la jeunesse radicalisée...

Par ailleurs, dans le domaine des analyses scientifico-maoïstes, nous ne pouvons que recommander chaleureusement à nos lecteurs l'étude d'un article particulièrement remarquable de Mavrikis, au sujet de la politique extérieure de la Chine. On y trouve une polémique merveilleusement bizantine avec un groupuscule stalino-maoïste espagnol (le PCE-ML) au sujet du grave problème suivant : pourquoi la Chine a invité en visite Santiago Carrillo, secrétaire général du PC espagnol ?



ÇA BOUGE DANS LES IUT!

Tous les ans, un mouvement de ras-le-bol généralisé apparaît dans les IUT depuis leur création. Cette grève, devenue presque traditionnelle (les profs arrivant même à en tenir compte dans leurs programmes) exprime le refus par les étudiants des conditions de travail qui leur sont imposées dans ces « joyaux » de l'Education nationale au service du patronat :

- horaire légal de 33 heures mais souvent dépassé
- assiduité obligatoire
- soumission des programmes aux industries locales (à Clermont-Ferrand l'IUT Michelin)
- hyper-spécialisation pour les scientifiques (recyclage très difficile)
- formation polyvalente mais trop superficielle pour le tertiaire (la qualification est laissée au bon vouloir de l'employeur).

Démarrée fin janvier à l'IUT de Sceaux, la grève s'est rapidement étendue à l'ensemble des IUT de la région parisienne. Organisée en comités de grève démocratiquement élus par les assemblées générales, l'action s'est très vite unifiée en une coordination parisienne. Mais l'isolement du mouvement (manque de mobilisation dans les autres secteurs lycéen et étudiant, manque de jonction avec les prépas en lutte), l'échéance des

vacances, les magouillages des deux UNEF ont pesé lourdement sur la mobilisation :

- plate-forme très corporatiste
- faible participation à la manifestation devant le ministère du travail (300 étudiants et 600 CRS)
- coordination parisienne qui n'a jamais vraiment offert de perspectives.

Visant à la rentabilisation et à l'embrigadement de l'université, les IUT créés en 66 par Fouchet constituaient une expérience qui tend maintenant à se généraliser : DEUG, réforme du second cycle, loi Fontanet, loi Debré.

Les étudiants en IUT, face à une réforme globale du système de formation, ne pourront vraiment créer un rapport de force favorable qu'avec un mouvement national des IUT en liaison avec tous les autres secteurs de l'Education nationale (lycéens, étudiants, enseignants). Des signes précurseurs sont récemment apparus d'un tel mouvement : grève des prépas, manifestation des lycéens à Toulouse, etc.

La mobilisation dans les IUT doit se poursuivre sur les mots d'ordre suivants :

- reconnaissance du DUT et du BTS dans les conventions collectives
- un emploi pour tous
- à travail égal, salaire égal
- non à la sélection, abrogation du décret de dérogation
- non à la loi Fontanet.

- non à la main-mise du patronat sur l'Education nationale

- éducation nationale : éducation du capital, mots d'ordre seuls susceptibles d'obtenir sur un mouvement national des IUT la liaison avec les autres secteurs de l'Education nationale.

Correspondant

RENCONTRE NATIONALE DES ENSEIGNANTS REVOLUTIONNAIRES DU TECHNIQUE

La tendance révolutionnaire des CET qui regroupe à Paris et en province des militants enseignants et surveillants du Technique (syndiqués de toute appartenance et non syndiqués) tiendra ses deuxièmes assises nationales les 2 et 3 mars à Paris.

A l'ordre du jour :

- être prof et révolutionnaire
- apparition et construction de la tendance, diffusion et contenu du bulletin

- les luttes des élèves
- actualisation de la plate-forme.

Tous les militants révolutionnaires enseignants des CET ou stagiaires des ENNA désireux de participer à cette rencontre sont invités. Pour recevoir une convocation, écrire à l'adresse suivante :

Amick ROUVIERE (CET)
9 rue Sainte-Marthe
Paris Xème

Livres

A LIRE ABSOLUMENT !

L'école de Jules Ferry est morte



fm/ poche rouge

Il paraît un livre sur la pédagogie ou sur l'Ecole tous les deux jours. Beaucoup se répètent et très peu fournissent leurs présupposés politiques.

La crise du système d'enseignement, liée à la crise des valeurs bourgeoises, est telle aujourd'hui que n'importe quel travail de réflexion sur l'Ecole qui ne part pas de l'analyse de cette crise, en tâchant de la comprendre en fonction de la crise sociale et non en partant des déterminants intérieurs à l'Ecole, apparaît immédiatement insatisfaisant.

Le livre de Poche Rouge : « L'Ecole de Jules Ferry est morte » prend le problème à bras le corps. La méthode utilisée permet à la fois d'analyser le fonctionnement de l'Ecole et ses distorsions.

L'approche structuraliste de Baudelot et Establet dans « L'Ecole capitaliste en France » décrivait l'Ecole selon le concept althussérien, comme « appareil idéologique d'Etat ». Cette analyse ne permettait guère de comprendre comment la lutte des classes pouvait traverser l'Ecole. Tout enseignant devenait strictement rouage de l'appareil idéologique d'Etat. Il ne pouvait échapper à sa fonction de « chien de garde » qu'en tentant de diffuser « l'idéologie prolétarienne », la « culture des classes dominées », culture que beaucoup ont cherchée mais que personne n'a trouvée.

L'analyse de « L'Ecole de Jules Ferry est morte » suit un cheminement historique et se conforme en cela à la méthode marxiste. Le premier chapitre montre comment les lois scolaires de la IIIème République, visant à la fois l'em-

prise de l'Eglise et le mouvement ouvrier qui avait laissé avec la Commune un souvenir cuisant à la bourgeoisie, ont « déplacé de façon limitée mais positive les conditions du combat des classes laborieuses sur le front scolaire ».

L'analyse concrète de l'histoire de l'Ecole ne peut s'appuyer uniquement sur l'étude des textes organiques. La lutte des intéressés, jeunes et enseignants, fait de l'Ecole un lieu par où passe la lutte des classes, même si c'est de façon médiée : le livre rouge analyse correctement, en ce sens, la défiance du patronat envers l'Education nationale pour ce qui est de la mise en place de la formation permanente, et de la lutte menée dans l'Ecole même contre les tentatives bourgeoises de rationalisation.

L'Ecole, en système capitaliste, est au service des patrons et elle reproduit l'idéologie dominante, inculque le conformisme. Mais en même temps, elle est en crise. C'est précisément au sein de l'Ecole de classe que s'inscrit la « crise de la jeunesse ». L'Ecole n'est pas traversée immédiatement, de part en part, par la volonté de mise au pas du patronat et du pouvoir bourgeois : il existe des terrains de lutte, de résistance mais surtout de mobilisation et de politisation qui justifient une pratique militante.

C'est cette possibilité qui détermine l'intervention des marxistes-révolutionnaires dans l'Ecole et non la diffusion d'un « savoir-vrai », comme le préconisent les réformistes, dont l'idéologie néo-scientiste est justement dénoncée dans le livre.

**METZ, L'ARMÉE
EMPRISONNE... CHEZY,
L'ARMÉE ASSASSINE...
A BAS L'ARMÉE DE
GUERRE CIVILE!**

Metz, une des plus grosses villes de garnison de France : la « Grande Muette » y est partout présente. Plusieurs dizaines de casernes en pleine ville, camions et jeeps sillonnant les rues ; galonnés à tous les coins d'avenues, jusqu'aux façades des maisons qui par leur lourdeur et leur alignement rappellent l'ordre militariste. La campagne aux alentours n'est guère mieux servie : champs de firs, terrains militaires, aérodromes, immenses magasins et dépôts de matériels se succèdent sur des kilomètres : l'armée de guerre civile, le quadrillage d'otage, ici ce ne sont pas seulement des tournures de propagande ; c'est la réalité qui est ressentie physiquement par toute la population civile.

« Dans ce ciel, serein » la mutinerie de Metz arriva comme un coup de tonnerre. Au départ une histoire presque banale : quatorze gars « déserteurs » ayant commis des « délits de droit commun », des « fortes têtes » en somme, consignés dans une salle de police. Ceux-là, la hiérarchie a décidé de les « casser », de « leur en faire baver ». Pour cela, tous les moyens sont bons des plus mesquins aux plus illégaux :

- entassement à 15 dans des locaux prévus au maximum pour 10 ;
- nourriture en quantité totalement insuffisante ;
- manque d'hygiène total (pas de douches, pas de linge de rechange).

Surtout, depuis un mois, aucune sortie à l'air libre ne leur avait été accordée.

Dans ce climat, le refus de la part des gradés qu'une jeune femme enceinte, ayant fait un voyage de 500 Km voit son compagnon, sous prétexte qu'il était en salle de police, fut immédiatement perçu comme une brimade intolérable, comme une provocation de la part des crevures. La colère des soldats explosa, d'une violence à la mesure de l'intolérable qu'ils avaient trop longtemps supporté. Vers 21h30 Dimanche, les détenus commencèrent à mettre le feu aux couvertures, puis à bombarder à coups de bouteilles les gradés et les gendarmes arrivés en renfort. La répression ne se fit pas attendre. Les « meneurs » furent emmenés à la gendarmerie, les autres changés de cellule. Déjà les 14 ont été condamnés à 60 jours d'arrêt de rigueur. Ils sont tous passibles du tribunal militaire.

NFS ANGRES

Dans la ville, la position agressive de l'armée, porte relativement ses fruits. Peu de bidasses dans les rues, visiblement les permissions du soir ont été supprimées. Seules les crevures continuent à se pavaner dans leurs voitures avec chauffeurs. La presse, aux ordres, après avoir fait relativement la part bonne à l'affaire, change de ton : « Le Républicain Lorrain » y va de son petit couplet crapuleux en parlant des 14 soldats il dit : « Il est bien certain qu'un bon nombre de ces « passagers » ne sont pas des anges, graine de délinquants que l'on retrouve dans l'armée, ce sont souvent les mêmes qui dans le civil ont affaire à la justice, exception faite toutefois des objecteurs de conscience. » Et voilà, le tour est joué. Les bonnes consciences peuvent se rendormir. Si ces soldats étaient au poste, c'étaient sûrement des délinquants des

« droits communs » ou des « déserteurs », comme le dit le communiqué officiel de la hiérarchie.

La vérité c'est que ce sont de simples soldats victimes des brimades quotidiennes exercées sur eux par la caste militaire. Pour beaucoup d'entre eux, désertir, faucher, se demander d'une façon ou d'une autre, tout est préférable, plutôt que de supporter l'abrutissement et l'abêtissement quotidiens de la vie dans les casernes.

Après le meurtre de Margival où huit soldats ont payé de leur vie l'irresponsabilité et le peu de cas que la hiérarchie fait de la sécurité des troupes, la révolte des 14 de Metz montre de façon crue, comment la caste militaire viole sa propre légalité, comment elle considère les soldats comme des citoyens de seconde zone, comme du bétail humain.

SOUHAITS AUX 14

L'action des 14, par sa durée et sa violence a prouvé qu'il était possible de se battre pour enrayer cette machine à briser les hommes. Les anti-militaristes se déclarent entièrement solidaires de la révolte de ces soldats. A l'heure où la répression s'abat sur eux, il faut à tous prix rompre le mur du silence. Comme le soulignent les deux soldats interviewés ci-contre, il faut que l'information passe dans les autres casernes. Il faut que dans toute la région, la popularisation la plus massive possible soit faite afin d'empêcher que la justice militaire ne juge à la saignée les 14. Déjà sur Nancy et sur Metz, deux CDA en cours de constitution prennent en charge la propagande (bombages, tracts, etc.) A Strasbourg aussi. Mais il faut aller plus loin. Dans l'hypothèse où la grande muette voudrait frapper très fort les révoltés, une riposte large et unitaire doit être envisagée. Tous les contacts doivent être pris à cet effet : tout doit être entrepris pour arracher les 14 soldats des griffes de la justice militaire.

**A BAS TOUTES LES BRIMADES
DROIT DE VISITE SANS AUCUNE
RESTRICTION
PERMISSIONS LONGUES ET
FREQUENTES
INCORPORATION PRES DU LIEU
D'HABITATION
LIBERTÉ DE LIRE LA PRESSE, DE
RÉUNION ET D'ORGANISATION
POUR LES SOLDATS
DISSOLUTION DE LA SÉCURITÉ ET
DES TRIBUNAUX MILITAIRES
PAS UNE SANCTION CONTRE LES
14
LIBÉRATION IMMÉDIATE DES
SOLDATS EMPRISONNÉS**

INTERVIEW DE DEUX SOLDATS DE METZ

Quel écho a eu la mutinerie de Metz dans votre caserne ?

X. — Lundi matin, lorsqu'on a appris la nouvelle à la radio, par un copain qui avait planqué un poste, un copain s'est exclamé : « les mecs, il y a une mutinerie à Metz ». Les mecs ont arrêté leur tour et on a discuté en groupe avec les majors nouvelles que nous possédions. La réaction a été un peu d'étonnement mais des gars pas du tout politisés étaient contents. C'en est resté là à cause d'une crevure présente.

Y. — Y a-t-il une répercussion du point de vue de l'attitude de la hiérarchie de votre caserne ?

X. — Pour le moment peu de réaction du fait même que les bidasses sont peu au courant.

Quelles répercussions « l'accident » de Chézy a-t-il eu dans votre caserne ?

Y. — Il y a eu pas mal de discussion sur le coup. De la part des gradés beaucoup

EVREUX : UNE INCORPORATION MOUVEMENTÉE

L'incorporation du contingent 74/02 a été l'occasion pour les militants du CDA d'Evreux de s'adresser massivement au contingent.

Une campagne d'affichage préparait cette journée, affichage effectué surtout dans la gare de manière à ce que les incorporés puissent le voir.

Durant toute la matinée, un tract a été distribué portant sur les droits des soldats et sur l'accident de Chézy. Tous les appelés, soit là 300 gars, ont été touchés. L'arrivée des flics n'a pas empêché la distribution mais a seulement mis en effervescence la gare pendant 20 minutes.

Parallèlement, les benêts des camions militaires ont été bourrés de matériel CDA (tract du 11 novembre, plaquette du 2 juin).

Le second volet de la journée a été marqué par l'opération « Radio-CDA » qui a consisté à s'adresser aux soldats du 41^e Régiment de transmissions à l'aide d'une puissante sono, placée au-dessus de la caserne. Contre-information sur l'armée, « Radio-CDA » comporte :

- Un indicatif sonore
- Un texte
- Des chansons anti-militaristes.

La première émission a eu lieu durant le rassemblement de 14 h.

Effet de surprise total ! Les bidasses ont quitté leurs rangs. Les gradés, complètement perdus, ne sont intervenus qu'après la fin du programme (5 minutes). En pure perte.

En fin de compte, le bilan a été positif sur toute la ligne pour le CDA d'Evreux. Nouvelle échéance anti-militariste :

- Mi-Mars : meeting sur l'objection de conscience.

Correspondant

moins de risques sont pris pour le moment. Ils ont un peu peur. Par exemple, pour l'épreuve de la fosse, au parcours du combattant, on ne saute plus, on descend par l'échelle. De plus, de grandes réunions ont eu lieu entre les gradés. Au niveau des bidasses : un tout petit nombre ne comprenait rien et reprenait les arguments officiels sur la responsabilité du sergent-chef, mais pour la plupart c'était uniquement la faute de la hiérarchie. On sentait un besoin d'explications sur les stades commandos, vu que notre régiment n'y passe pas.

Ne pensez-vous pas que Chézy a joué un rôle dans le déclenchement de révoltes collectives comme celle de Metz ?

X. — J'ai un peu l'impression qu'avant Margival, les gars qui faisaient du trou pour injures à gradés étaient considérés un peu comme des « têtes brûlées » et que maintenant il y a une meilleure compréhension de ce type de réaction.

Y. — Je ne suis pas tout à fait d'accord. J'ai connu avant Chézy des gars qui avaient fait de la cabane pour insolence et même coups envers un supérieur et qui ont reçu la considération des appelés. Néanmoins, c'est vrai qu'après l'affaire de Margival les réactions de solidarité sont plus importantes.

Est-ce que les actions anti-militaristes autour de l'incorporation du 2 février ont eu une répercussion au sein des casernes ?

Y. — J'ai remarqué une chose, c'est la même incorporation que je vois et j'ai constaté une plus grande solidarité, la baisse de la tradition du bleu et du bizutage. On ne connaît pas les réactions plus précises des nouveaux incorporés vu l'isolement dans lequel ils sont maintenus pendant la période de leurs classes. C'est d'ailleurs bien sûr fait exprès.

Le soutien des mouvements civils anti-militaristes est-il très important pour vous ?

X. — C'est très important pour rompre le mur du silence. On sent le besoin de renseignements précis sur l'affaire du tunnel. Sur Metz, on ne peut lire que les journaux locaux quand on les trouve au foyer.

Y. — Vu les « libertés » qu'on a à l'intérieur (pas de salle de réunion, pas de presse), l'apport des civils est considérable, ils nous facilitent les explications qu'on peut donner aux copains. Par exemple, pour Metz, avec les renseignements que tu nous a donnés nous pourrions contrer les arguments de la hiérarchie qui va essayer de salir les 14 copains.

LES ENFANTS OUBLIÉS

Le premier article : « Quel Sex-pol ? » et les réponses qui ont suivi ont ouvert dans « Rouge » un débat qui porte non pas sur la sexualité seule mais sur les « problèmes de la vie quotidienne ». Un tel débat est, aujourd'hui, aussi urgent que nécessaire et nous pensons qu'il doit se poursuivre. Une des questions de fond en est apparue comme étant la définition de la nature et du rôle de la famille dans la société actuelle : le « lieu où se transmet l'éducation de la répression, de la violence sexuelle... de la soumission aux normes idéologiques de la bourgeoisie ».

La « plus petite cellule de base de la société capitaliste » ? Aussi bien dans le premier article de Rouge que dans les réponses apportées, le débat nous semble avoir été restreint au strict point de vue des adultes (qui se défendent inconsciemment : non nous ne transmettons pas les normes idéologiques...) et amputé d'une partie capitale, celle qui concerne la soumission, la révolte et le point de vue des premiers concernés : les enfants. Le problème est immense et nous voudrions l'aborder à travers une pièce de théâtre qui se joue actuellement à Paris, pour des enfants, devant des enfants et qui s'intitule « Faut pas s'laisser faire. »

▶ TOUT ÇA N'ARRIVERAIT PAS CHEZ NOUS (1) ◀

Une mère vit seule avec ses deux enfants, un garçon de 13 ans, une fille de 8 ans. Ouvrière, elle est sous payée parce que femme : célibataire (?), elle est dévalorisée parce que sans mari et doit affronter, par exemple, les propositions sexuelles du gérant de son immeuble. Mais elle vit dans une parfaite entente avec ses deux enfants, jusqu'à ce qu'elle épouse un des gars de l'usine. Avec lui, ses idées toutes faites et les gueulantes qu'il pousse chaque soir en rentrant du travail, la petite famille éclate et se réinstalle dans une division classique du travail : non seulement la femme n'ira plus travailler, mais la petite fille sera différenciée pour la première fois de son frère en étant systématiquement désignée pour les courses et le ménage, travaux de femmes par excellence.

Excédés, les enfants, qui ont vécu « autre chose », font une fugue et se retrouvent, pour une raison accidentelle à l'usine où travaille leur nouveau père. Et là, ils le voient se faire traiter, sans broncher, par le contre-maître comme il traite lui-même sa femme et ses deux enfants. C'est la fin de sa domination. A la maison, le trio initial se reforme, fait bloc contre lui, l'oblige à capituler et à reconsidérer la vie commune et l'intègre alors. A l'usine, fort de ce qu'il a appris, il tient tête à la maîtrise en chantant la chanson des enfants : « Faut pas s'laisser faire, c'qui faut, c'est poser des questions qui dérangent les moutons. »

On imagine fort bien la réaction des spectateurs adultes à un tel spectacle : « Qu'est-ce que c'est bien vu ! Je connais des tas de gens qui sont comme ça... » Les

enfants sont plus sincères : ils reconnaissent leurs parents ou se reconnaissent eux-mêmes sans avoir honte de le dire, ou de questionner les acteurs dans le débat qui suit chaque représentation.

▶ L'ENFANCE SUBVERSIVE ? ◀

L'intérêt de la pièce est de mettre clairement quelques points sur quelques i. Par exemple : l'oppression sociale, portée par le système tout entier, se répercute sur tous les rapports individuels, ceux des adultes, ceux des jeunes, et aussi ceux des enfants. Mais ces derniers sont dans une situation particulière ; baignés dans une société à références adultes, ils doivent, s'ils veulent faire entendre leur protestation, la rendre « adulte », c'est-à-dire rationnelle et négociable.

Ou encore : l'oppression engendre la révolte. Mais nous sommes habitués à considérer celle des parents qui, prenant conscience d'un certain nombre de contradictions, essayent d'avoir avec leurs enfants des « rapports différents ». Celle des enfants est autrement subversive ; d'abord parce qu'aucune liberté accordée ne vaudra jamais une liberté conquise ; mais surtout parce que la révolte des enfants renverse l'échelle des valeurs (les adultes formant les jeunes, les vieux éduquant les jeunes, etc.) alors que celle des parents la consolide. Dans la pièce, des enfants qui ont connu une liberté plus grande imposent le retour à cette liberté et cela change non seulement la famille toute entière, mais aussi le rapport du père avec sa propre exploitation. Le scénario pourra être jugé simpliste ; il l'est, de toute façon, certainement moins que l'habituelle séparation arbitraire faite entre vie familiale et vie « extérieure »...

▶ UNE QUESTION OUBLIÉE ◀

Mais il est un autre point capital dans la pièce, une constatation faite presque en filigrane : la libération de la femme, qui est un des phénomènes majeurs de notre époque, est indissolublement liée au changement du statut des enfants. Et pas seulement au fait qu'ils aient des crèches et un matériel pédagogique pour les accueillir, comme vous l'écrivez tout le temps. Le fait qu'ils soient contenus dans un rôle de parasites sociaux jusqu'à un âge avancé, le fait qu'ils soient infantilisés, maintenus dans un état frôlant la débilité mentale par les jouets qu'on leur donne ou l'attitude qu'on adopte à leur égard, ne sont pas des faits naturels. Les petits oiseaux dans le nid à qui l'on donne la becquée, c'est une belle image, mais c'est une image fautive. Et la libération de la femme passe par l'autonomisation et la désinfantilisation des enfants. C'est ce qui a été fait en Chine, c'est ce que raconte le livre de Claudie Broyelle « La moitié du ciel », qui est de loin le meilleur livre qui ait été écrit sur la question féminine et dont il est scandaleux que « Rouge » n'ait jamais daigné parler (2)

Nous n'avons fait qu'effleurer en quelques lignes, la question des enfants. (3)



Maquillage d'enfant.

Elle est difficile et délicate à traiter, mais elle est capitale. Remettre en cause le statut des enfants, pour un adulte, c'est se remettre en cause très profondément. Peut-être est-ce pour cela que beaucoup se disent révolutionnaires et ne le font pas. Nous devons essayer de les convaincre et souhaiter, que s'ils n'évoluent pas d'eux-mêmes, leurs propres enfants les forceront à le faire.

Une lectrice de « Rouge »



1) FAUT PAS S'LAISSER FAIRE » théâtre Mouffetard, Paris Vème, tél : 336-02-87

Les mercredis, samedis et dimanche après-midi.

2) « LA MOITIÉ DU CIEL », Claudie Broyelle, éditions Denoël-Gonthier, 24 f

3) Nous aimerions en particulier, voir traiter dans « Rouge » cette question importante : comment les enfants font-ils de la politique ? (et non pas : comment fait-on faire aux enfants...)

PUBLICITE SCRIPTION ROUGE sort une nouvelle revue : PROCESSUS N° 1

(cahiers matérialistes, marxistes révolutionnaires)
« Le Capital » De K. Marx et la crise des superstructures

AU SOMMAIRE

- 1) Exploitation et superstructures
- 2) Economie politique, structuralisme et statisme
- 3) Production, sujet et totalité organique.

N° 2 à paraître sur Althusser

PARIS P. CHENOT
4501/42
Souscription rouge

Soldes antérieur 88.720,30

Lycée Tours	225,00
Fac de Lettres Tours	560,00
ENI Tours	165,00
Collectes Tours	127,50
La Rochelle	300,00
A.D. La Rochelle	100,00
M.B. Ile de Ré	100,00
Grenoble	30,00
Grenoble	50,00
Employés Mairie La Rochelle	44,00
Grenoble	50,00
Grenoble	150,00
Grenoble	50,00
Lycée Bédarieux (34)	60,00
Librairie Rouge	70,00
Librairie Rouge A.P.	50,00
Librairie Rouge A.L.	100,00
P.P. (78) Fontenay	90,00
C.M.M. Paris XXé	200,00
V.M. (24) Périgueux	50,00
B.A. (21) Lambermont	50,00
C.M.M. Paris XXé	200,00
V.M. (24) Périgueux	50,00
SNCF Paris XIIIé	100,00
Paris XVé	2.355,00
Postiers St Lazare	57,00
Paris XVIIé	480,00
Paris XVIIIé	86,00
Ecole Normale, Le Bourget	80,00
Villemonble	320,00
Champigny	105,00
Nanterre-Rueil	360,00
Villeneuve-Valenton	190,00
Fac Arts et Métiers	263,00
Travailleurs, Ministère de l'Agriculture	200,00
Sèvres-Mudon	540,00
Renault-Bill	1.585,00
Paris XIIIé	365,00
Total	98.427,80